

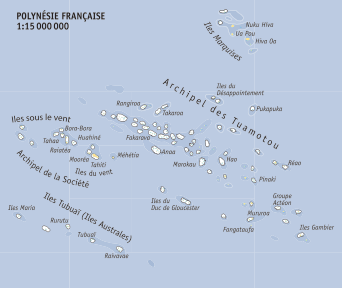
Bulletin trimestriel

Conjoncture économique

N° 143 - Statistiques au 30/06/2010

Polynésie française

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



*Synthèse de la
conjoncture
en Polynésie française*

1 - Conjoncture internationale et nationale du 2^e trimestre 2010

Poursuite de la reprise de l'économie mondiale

Au second trimestre 2010, la reprise de l'économie mondiale se poursuit à un rythme régulier. La vigueur du redressement diffère cependant selon les pays. Une croissance robuste se confirme dans les pays émergents, tandis qu'elle est beaucoup plus modérée dans la plupart des économies avancées. Ces différents profils de croissance se reflètent également dans la divergence des tensions inflationnistes entre régions : les taux d'inflation ont atteint des niveaux élevés dans les principales économies émergentes, mais sont restés modérés dans les principales économies avancées.

Au cours du deuxième trimestre 2010, le PIB des États-Unis a progressé de 2,4 % en rythme annualisé¹ après 3,7 %² au premier trimestre 2010. Ce trimestre, qui voyait la fin des primes gouvernementales, a été marqué par un retour à une forte croissance de l'investissement résidentiel (achats de logements neufs notamment). Tandis que toutes les composantes de la demande intérieure ont joué favorablement sur la croissance, l'aggravation du déficit commercial (les importations ayant augmenté environ trois fois plus vite que les exportations) a fortement pénalisé la croissance de ce trimestre (pour - 2,8 points de pourcentage en rythme annualisé). Depuis le mois d'avril, le taux de chômage s'est réduit passant de 10 % à 9,5 % de la population active en juillet. Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,2 % en juillet sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, le PIB affiche un net ralentissement : il n'a augmenté que de 0,1 % durant le second trimestre, après avoir connu une progression notable au cours des deux derniers trimestres (+ 1 et + 1,1 %). Dans un contexte où la consommation des ménages a été atone, le Japon a été pénalisé, d'une part, par le ralentissement des exportations et, d'autre part, par la baisse de l'investissement public, conséquence de la fin progressive des plans de relance. Le PIB japonais a été dépassé par celui de la Chine devenant ainsi la deuxième économie mondiale.

Le PIB de la zone euro a enregistré une progression trimestrielle de 1 % au second trimestre, après + 0,2 % au premier trimestre 2010. La production industrielle a diminué de 0,1 % entre juin et mai, mais a progressé de 8,2 % sur un an. Tandis que la Grèce continue d'être en récession, la zone euro a bénéficié de la très forte progression du PIB de l'Allemagne (+ 2,2 % au second trimestre, après 0,5 % au premier trimestre 2010). La hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à 1,7 % en juillet 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix des transports et des logements. Le taux de chômage dans l'UE27 a de nouveau progressé pour atteindre désormais 10 % en mai et juin. La BCE a maintenu ses taux d'intérêt.

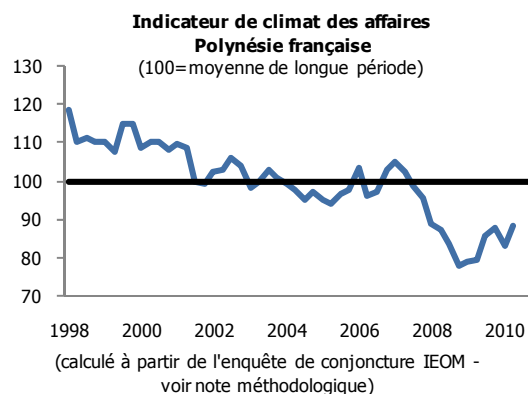
En France, la croissance du PIB a été légèrement plus forte au deuxième trimestre : + 0,6 % après + 0,2 % au premier trimestre 2010. Alors que la demande intérieure finale (hors stocks) a contribué positivement à la croissance du PIB (retour à une évolution positive de la formation brute de capital fixe, et nouvelle hausse des dépenses de consommation des ménages), le solde commercial s'est détérioré, pénalisant la croissance du PIB de - 0,4 point. Cet effet a été toutefois largement compensé par les variations de stocks des entreprises, contribuant positivement à la croissance du deuxième trimestre (pour + 0,6 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en juillet, dans un contexte marqué par la hausse saisonnière des prix des services liés au tourisme et par la baisse de certains produits manufacturés liée aux soldes d'été. Les prix de l'énergie sont restés stables.

Dans les pays émergents, l'activité économique a continué de se renforcer. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré un net rebond de la croissance de leurs exportations, avec des taux de croissance mensuels allant de 25 % à 50 % sur un an. Parallèlement les tensions inflationnistes ont été orientées à la hausse. En Chine, la demande intérieure devient de plus en plus autonome, permettant un retrait progressif des mesures de relance étatique. En Amérique latine, le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,9 % et 6,3 % en rythme annuel au premier trimestre 2010³.

2 - Conjoncture en Polynésie française au 2^e trimestre 2010

Une amélioration très fragile

L'Indicateur de climat des affaires (ICA) s'améliore au deuxième trimestre 2010 mais reste bien en dessous de sa moyenne de longue période, altéré par les soldes d'opinions sur l'évolution de l'emploi et la situation de trésorerie des entreprises qui continuent de se dégrader. La consommation des ménages et l'investissement, moteurs traditionnels de la croissance en Polynésie française, demeurent encore peu dynamiques.



1 Soit 0,6% par rapport au trimestre précédent.

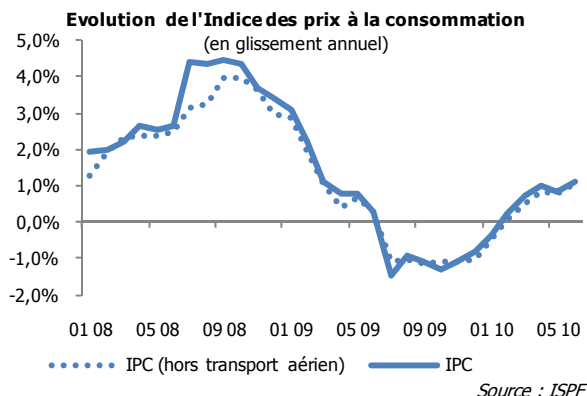
2 Soit +0,9% en rythme trimestriel.

3 Soit respectivement 2,15 % et 1,5 % en rythme trimestriel.

Les anticipations des chefs d'entreprises laissent globalement entrevoir un nouveau fléchissement de l'activité au troisième trimestre 2010, qui pourrait les inciter à la poursuite du mouvement de compression de personnel. En outre, la longueur des délais de paiement devrait continuer de peser sur leur trésorerie. Ceci étant, les professionnels du tourisme se montrent optimistes quant à l'évolution de leur chiffre d'affaires au troisième trimestre 2010, comptant sur les retombées de l'éclipse totale de soleil du 11 juillet 2010 et sur le redémarrage de l'économie mondiale, tandis que le bâtiment pourrait prochainement bénéficier de la mise en place des mesures en faveur du logement adoptées à l'occasion du 4^e collectif budgétaire¹. L'objectif de ces dernières est de relancer l'activité, notamment des petites entreprises, et l'emploi dans le secteur, tout en apportant une aide à l'acquisition d'un logement pour les ménages.

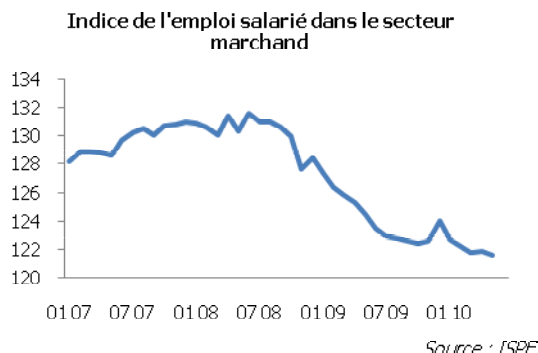
Raffermissement des prix à la consommation

La hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'accélère au deuxième trimestre 2010, avec +1,1 % en glissement annuel en juin, après +0,7 % en mars et -0,8 % en décembre dernier, tiré par les prix des biens alimentaires (+2,1 %). L'approche de la haute saison touristique commence à peser sur les tarifs des transports (+3,3 % en juin).



Une orientation toujours défavorable du marché de l'emploi

Après la pause observée en fin d'année 2009², les dernières données disponibles de la CPS faisaient état d'une nouvelle dégradation de l'emploi salarié en février 2010 (-3 % par rapport à février 2009). Cette tendance défavorable se serait prolongée mais de manière plus contenue au deuxième trimestre 2010 : l'indice de l'emploi salarié marchand du mois de mai 2010 s'inscrit ainsi en repli de 2,3 % en rythme annuel, le secteur le plus touché demeurant le BTP (-9,8 %).



Une consommation des ménages en demi-teinte

Quelques signaux positifs concernant la consommation des ménages émergent au deuxième trimestre 2010. Les importations de biens de produits alimentaires renouent avec la croissance (+9 % en données cvs sur trois mois) tandis que celles des biens de consommation (hors alimentaire) demeurent relativement stables sur le trimestre (contre -6,6% en données cvs un an auparavant). Enfin, le marché de l'automobile, soutenu jusqu'à fin avril par la prime à la casse³, progresse de 7 % sur la période, après +16 % au premier trimestre 2010.

Les professionnels du commerce font cependant toujours état d'un ralentissement de leur activité.

¹ Il s'agit du prêt d'accès à la propriété (PAP), du prêt incitatif au logement (PIL) et du prêt à l'investissement des ménages (PIM) qui donnent lieu à des bonifications d'intérêt. Ce dispositif est doté de 85 millions de F CFP et a fait l'objet de conventions entre le Pays et les banques locales le 1^{er} septembre 2010.

² +0,5 % entre le troisième et le quatrième trimestre 2009 pour l'emploi salarié dans le secteur marchand.

³ Ce dispositif, mis en place de novembre 2009 à fin avril 2010 pour soutenir le secteur automobile, consiste en l'allocation d'une prime pouvant aller jusqu'à 400 000 F CFP pour tout achat d'un véhicule neuf et partiellement financée par le Pays (de 100 000 à 200 000 F CFP).

Peu d'investissements des entreprises

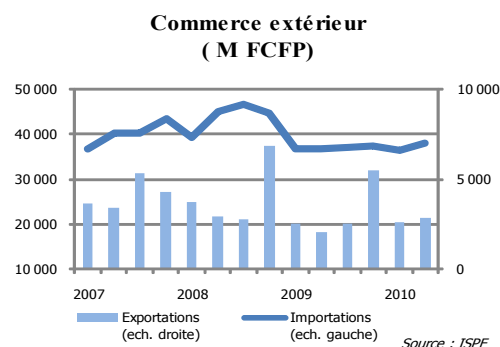
Selon les résultats de l'enquête du deuxième trimestre, les chefs d'entreprises font toujours état de très faibles prévisions d'investissement. Cette orientation défavorable, qui se traduit par un solde d'opinion inférieur à sa moyenne de longue période depuis environ trois ans, entraîne une baisse de 7 % en glissement annuel de l'encours des crédits d'équipement aux entreprises¹ et de 11 % des importations de biens d'équipement².

L'investissement des ménages s'essouffle. Si l'encours des crédits à l'habitat des particuliers auprès des banques de la place³ affiche toujours un rythme de progression significatif (+ 3 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2010 contre + 8 % au deuxième trimestre 2009), ce dernier ne cesse de ralentir. La production de nouveaux crédits accuse une baisse de 32 % en rythme annuel.

Un regain des échanges extérieurs

Au deuxième trimestre, la forte progression des exportations (+ 9 % sur trois mois) et surtout des exportations de perles brutes (+ 22 %), qui représentent les deux tiers du total, permet de relever le taux de couverture des importations à 7,4 % (7,1 % au premier trimestre 2010).

Néanmoins, en raison du volume des importations, en hausse de 4,9 % sur le trimestre tous biens confondus à l'exception des biens d'équipement, le solde du commerce extérieur se dégrade légèrement sur la période, passant de -33,7 milliards de F CFP à -35,3 milliards.



Activité au ralenti dans la plupart des secteurs

Dans l'ensemble, les entrepreneurs se montrent moins pessimistes sur l'évolution de leur activité et notent une stabilisation sur le trimestre, il est vrai à un faible niveau. Toutefois, en dépit des politiques de réductions d'effectifs menées, leur trésorerie est toujours fragile, pénalisée par les retards de paiement de la clientèle et par le poids des stocks des produits jugés trop élevé.

Le commerce est touché par la faiblesse de la consommation des ménages

Les dirigeants du secteur du commerce, hormis ceux des magasins à dominante alimentaire, constatent la mauvaise orientation sur le trimestre de leur courant d'affaires. Dans ce contexte, un effort de rationalisation des charges d'exploitation semble engagé, privilégiant les réductions d'effectifs. Les trésoreries souffrent toujours des difficultés de recouvrement et du financement des stocks de marchandises, jugés trop importants par rapport aux possibilités d'écoulement sur le marché.

Le secteur primaire est affecté par les aléas climatiques

Le secteur primaire subit toujours les conséquences d'une météorologie peu clémente depuis le début de l'année (Cyclone, fortes intempéries...). La production de coprah est de nouveau en recul par rapport à l'année précédente, de 14 % en glissement annuel au deuxième trimestre après - 21 % au trimestre précédent.

Les volumes exportés ont globalement augmenté sur la période : les exportations de poisson enregistrent une hausse de 130 % sur le trimestre, celles de vanille de 18 % et celles de perles brutes de 22 %. Pour ces dernières, une progression du prix moyen au gramme de 9 %⁴ est observée.

Manque de dynamisme dans le BTP

L'activité reste globalement étale pour le **BTP**, mais les prix de vente sont jugés trop bas par les professionnels. La trésorerie des entreprises demeure tendue, altérée par les délais de paiement de la clientèle. En revanche, la poursuite des

¹ D'après les statistiques issues des banques locales.

² En excluant des chiffres du deuxième trimestre 2009 un ATR d'une valeur de 1,5 milliard de F CFP livré à Air Tahiti.

³ D'après les statistiques issues des banques locales.

⁴ Pour mémoire, le niveau du deuxième trimestre 2009, 393 F CFP, était le plus bas jamais atteint.

Synthèse de la conjoncture

réductions d'effectifs contribuerait à contenir les charges d'exploitation. Reflet de l'attentisme des chefs d'entreprises du BTP, le déstockage des matières premières se poursuivrait.

Au deuxième trimestre 2010, les dépenses liquidées par la direction de l'Équipement¹ (+ 7 % en glissement annuel, après + 58 % au trimestre précédent) et celles de l'Enseignement (+ 19 %, après + 203 %) continuent de s'accroître, ayant un effet d'entraînement sur les travaux publics. Néanmoins, la faiblesse de l'investissement, notamment des ménages, pèse sur le bâtiment.

Dans le tourisme, amélioration artificielle des taux d'occupation de l'hôtellerie

Au deuxième trimestre 2010, le trafic international de passagers à l'aéroport de Tahiti Faaa s'inscrit en repli de 5 % en glissement annuel. Selon les dernières données disponibles, la fréquentation touristique diminue de 11 % en rythme annuel sur la période avril/mai.

Pourtant, les responsables de l'hôtellerie apparaissent relativement satisfaits de leur courant d'affaires au deuxième trimestre 2010, au regard d'un taux d'occupation favorable, en partie soutenu par baisses tarifaires accordées à la clientèle notamment lors du salon du tourisme en février 2010. Le taux moyen d'occupation a progressé d'un peu de plus de 4 points en un an pour s'établir à 51,3 % en mai 2010. Cette amélioration, en décalage avec l'évolution de la fréquentation touristique, est toutefois à rapprocher de la réduction de l'offre de chambres en raison de la fermeture de quelques établissements (dommages causés par le cyclone de février 2010, situation financière compromise...); selon les statistiques de l'hôtellerie internationale, le nombre de chambres disponibles baisse de 10 % et celui de chambres vendues de 2 %. Pour les adhérents au Conseil des professionnels de l'hôtellerie (CPH)², la contraction de l'offre d'hébergement a été de 29 % au deuxième trimestre et de 22 % pour le nombre de nuitées.

En dépit des diminutions des effectifs, le poids des charges d'exploitation et la trésorerie, grevée par les difficultés de recouvrement, continuent de préoccuper les professionnels de l'hôtellerie.

Dans l'industrie, quelques résultats à l'export

Dans l'industrie, une légère amélioration par rapport au trimestre précédent est observée. Néanmoins, les contractions d'effectifs se poursuivent, permettant d'assurer une certaine maîtrise des charges d'exploitation. La situation de trésorerie des entreprises demeure tendue.

A l'exportation, quelques bons résultats sont constatés : le volume de monoi expédié à l'étranger progresse de 231% en rythme annuel et les exportations de noni s'accroissent de 4 % en glissement annuel. Le fort recul des exportations agroalimentaires (- 74 % par rapport au 1^{er} trimestre contre +9% un an auparavant) découle en partie des difficultés rencontrées pour le transport de l'huile brute de coprah³.

Services aux entreprises : amélioration pour le deuxième trimestre consécutif

L'embellie constatée par les responsables des services aux entreprises sur les trois premiers mois de l'année s'est maintenue au deuxième trimestre 2010, favorisant une augmentation des prix de vente.

¹ Il s'agit principalement de travaux d'infrastructures et dans le secteur maritime (construction de la gare maritime de Papeete) dans le cadre du plan de relance.

² 25 établissements.

³ L'huile de coprah représente entre un tiers et un quart du tonnage annuel des exportations totales de la Polynésie française. En 2009, le secteur a dû faire face à la défection de la compagnie maritime qui, jusqu'alors, transportait la cargaison, l'obligeant à stocker sa production jusqu'à l'arrivée d'un nouveau navire en janvier 2010.

Annexes statistiques

Note méthodologique

L'IEOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données **économiques quantitatives** issues de sources administratives (ISPF, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) ;
- des **données monétaires** issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEOM ;
- les **résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEOM** réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Indicateur de climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composantes principales, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

1. Vue d'ensemble

<i>1.1 Les entreprises</i>	12
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	12
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois.....	13
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
<i>1.2 Les ménages</i>	15
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages.....	15
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages	15
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....	15
<i>1.3 Les indicateurs macroéconomiques</i>	17
1.3.1 L'emploi.....	17
1.3.2 Les prix	17
1.3.3 Les salaires.....	18
1.3.4 Le commerce extérieur	18
1.3.5 L'énergie	19

2. Analyse sectorielle

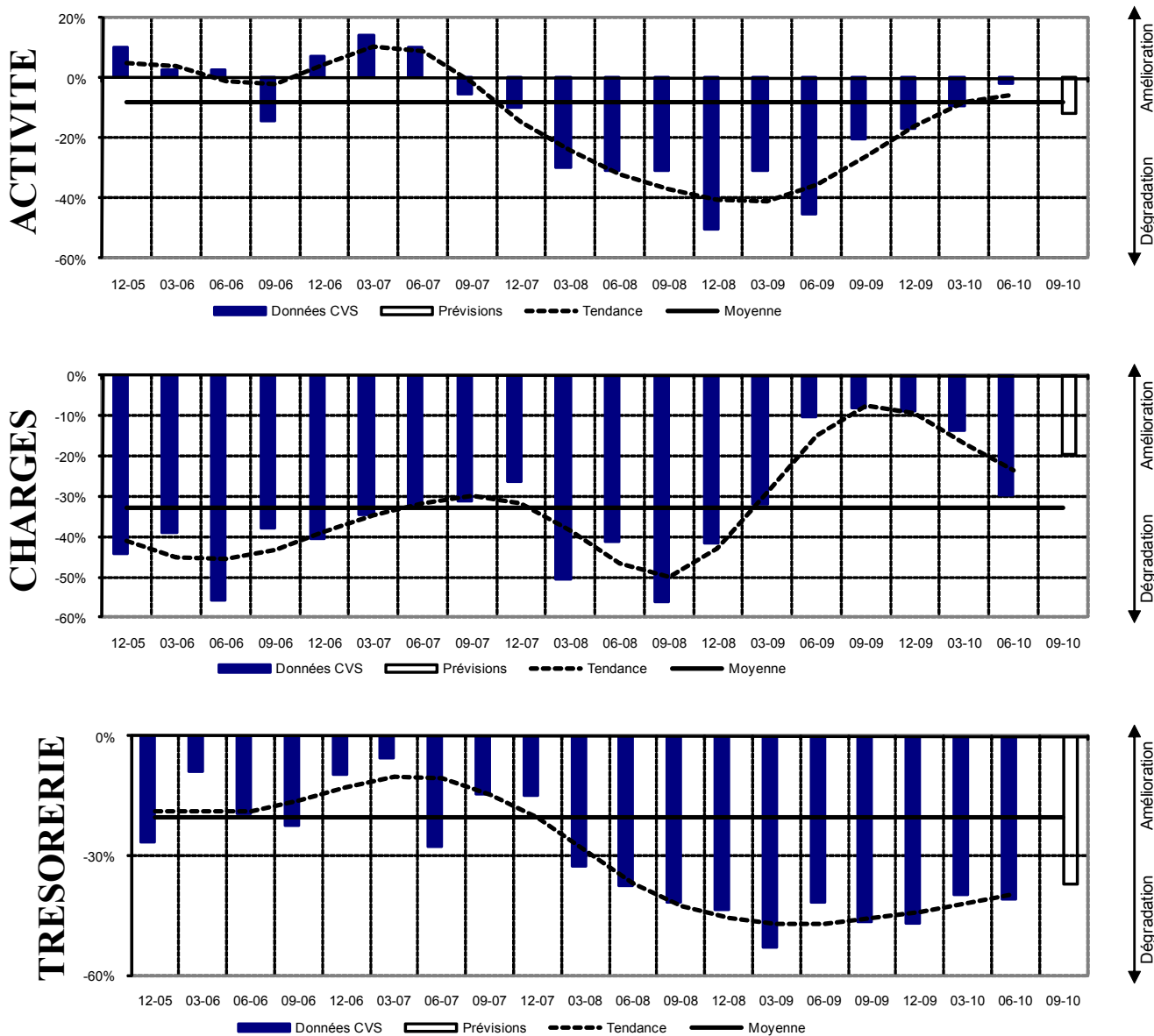
<i>2.1 Secteur primaire</i>	20
<i>2.2 Industrie agroalimentaire</i>	22
<i>2.3 Autres industries</i>	24
<i>2.4 Bâtiment et travaux publics</i>	26
<i>2.5 Commerce</i>	28
<i>2.6 Hôtellerie – Tourisme</i>	32
<i>2.7 Services marchands</i>	34

1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 juin 2010¹
Soldes d'opinions² CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 16,7 %³

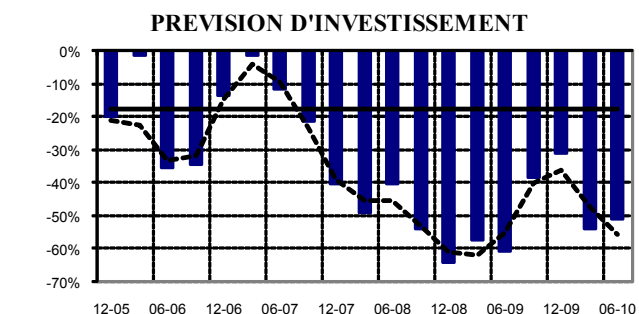
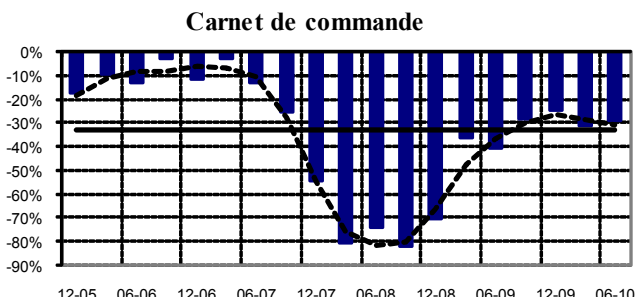
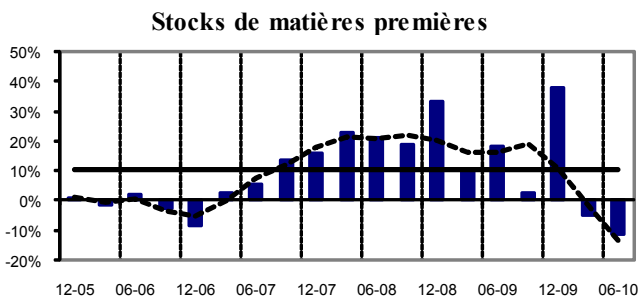
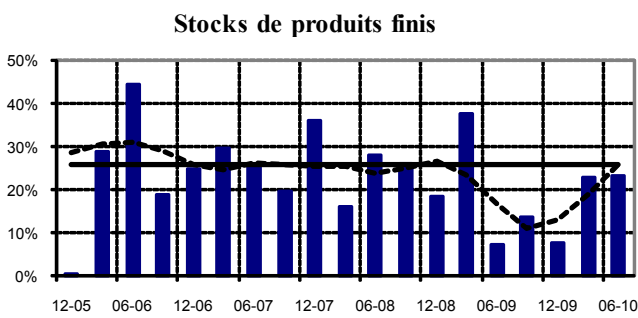
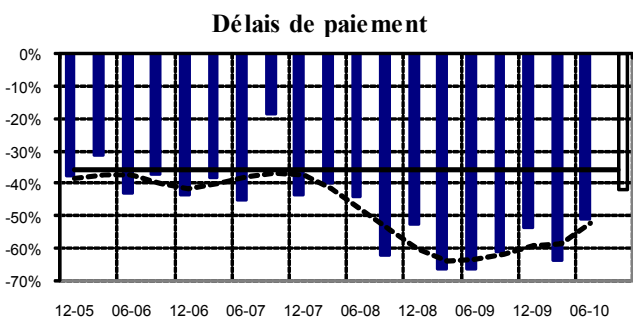
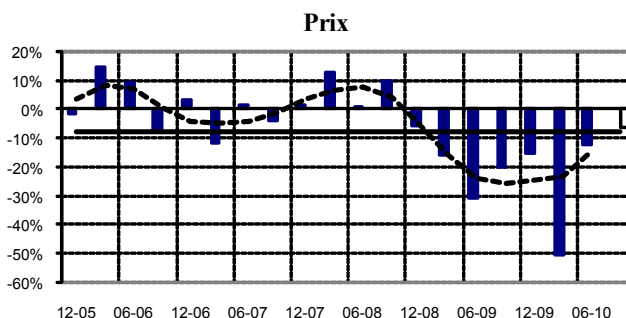
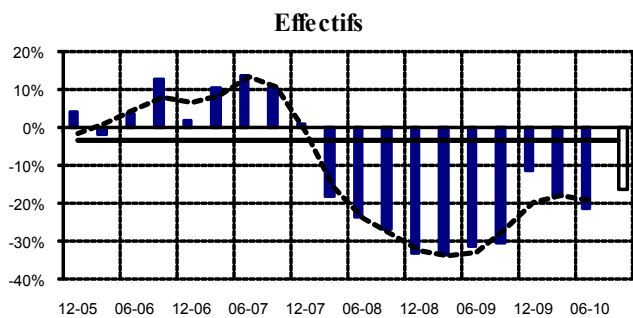


¹ L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 210 entreprises dont 128 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigés des variations saisonnières.

³ Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête / effectifs totaux déclarés à la CPS au 31 décembre 2009.

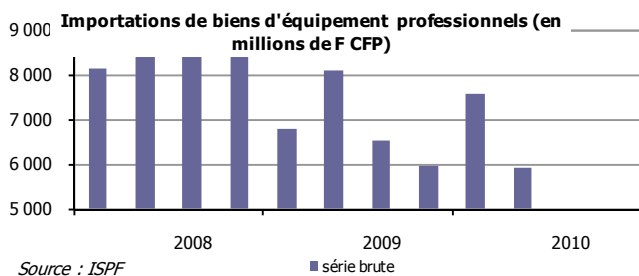
1.1 Les entreprises



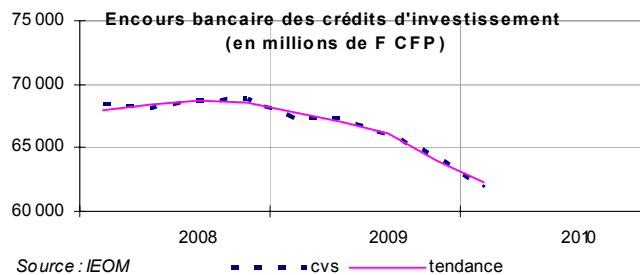
SITUATION DES STOCKS	
Par rapport à la normale	
Produits finis	Matières premières
Supérieur	Inférieur
➔	➡

1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

Les biens d'équipement professionnels



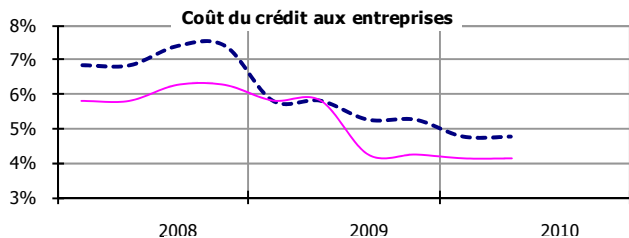
Le financement des investissements



1.1 Les entreprises

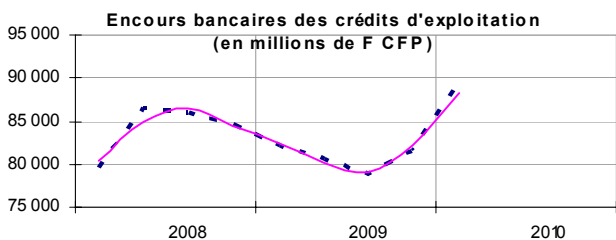
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

Les conditions de financement



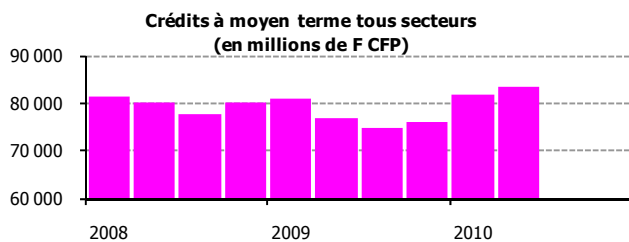
Source : IEOM

--- court terme — moyen et long terme



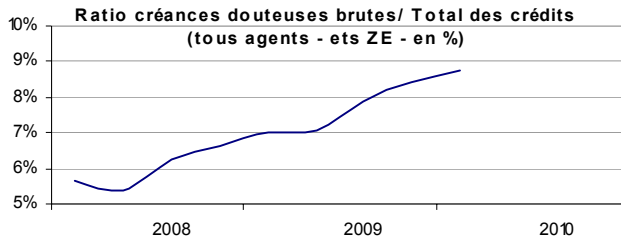
Source : IEOM

--- cvs — tendance



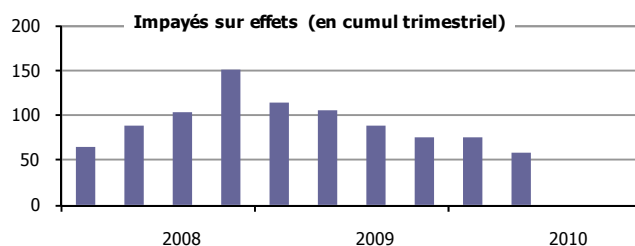
Source : IEOM-Service central des risques

Les indicateurs de vulnérabilité



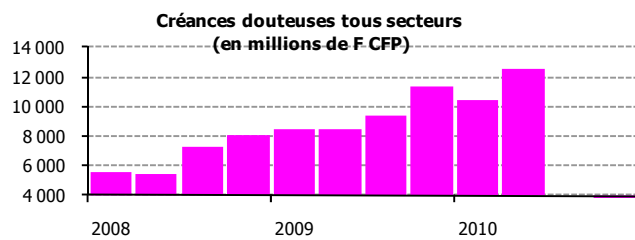
Source : IEOM

— série brute



Source : ISPF

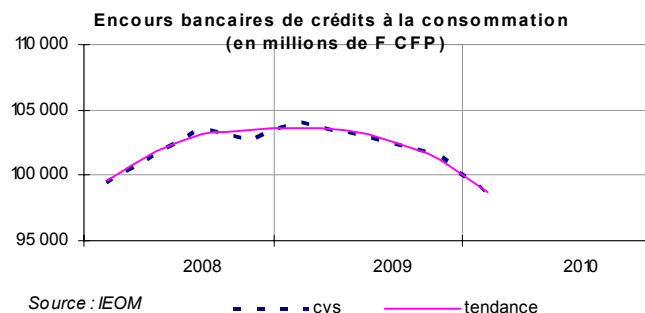
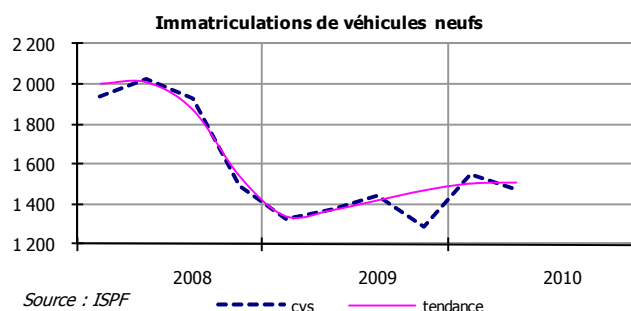
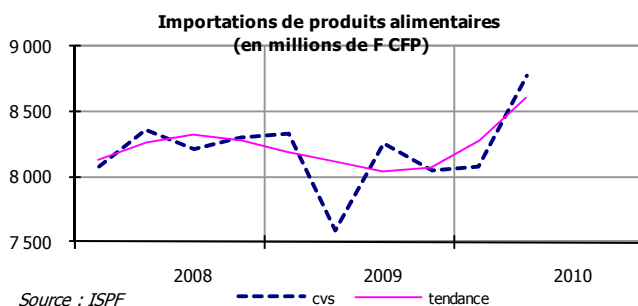
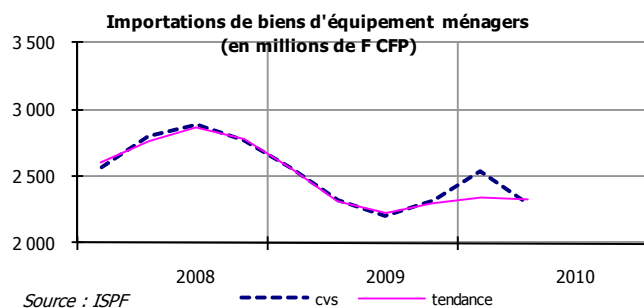
■ série brute



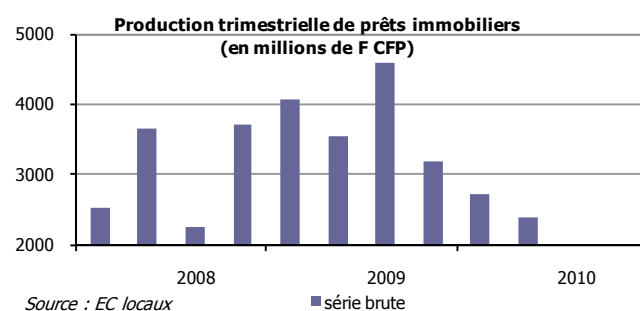
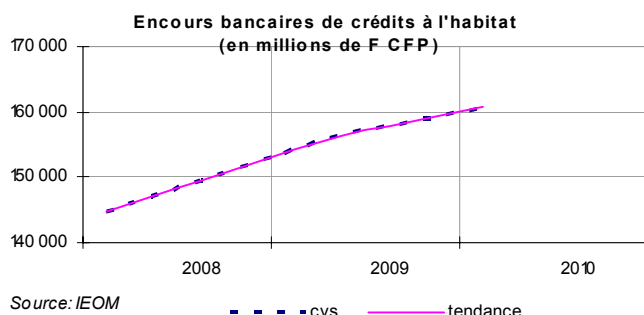
Source : IEOM-Service central des risques

1.2 Les ménages

1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages

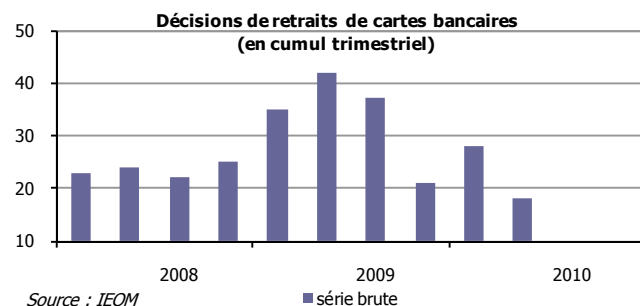
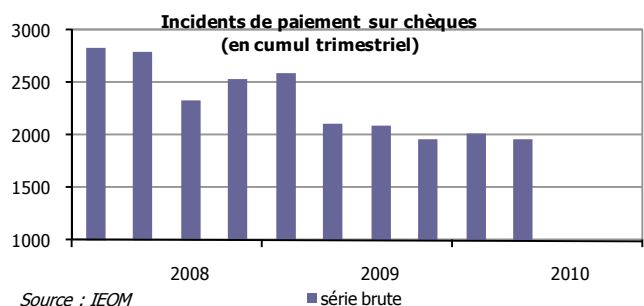


1.2.2 L'investissement immobilier des ménages



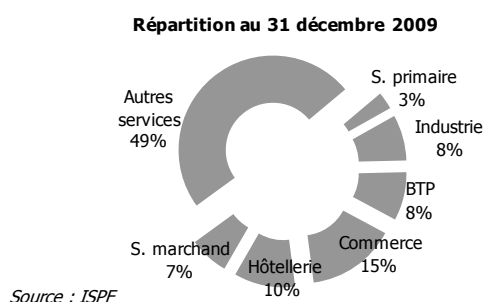
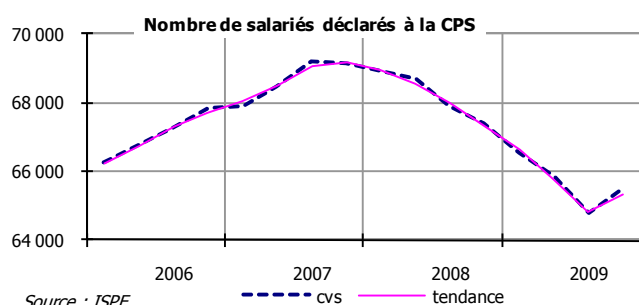
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement



1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.1 L'emploi



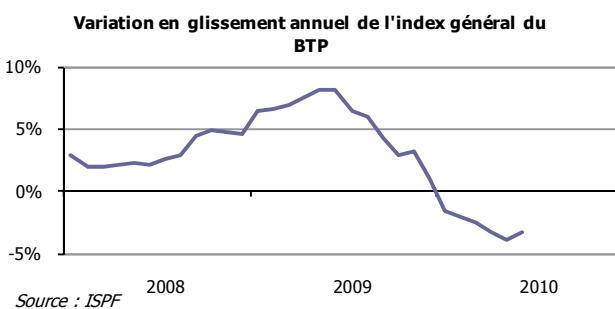
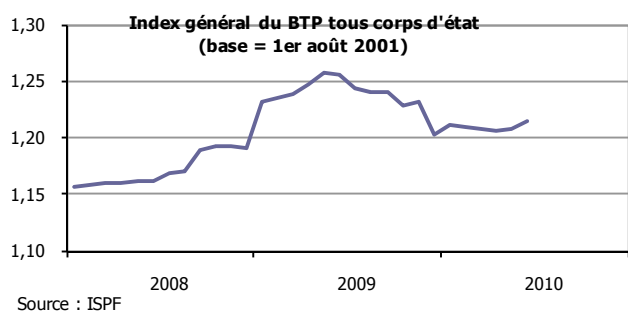
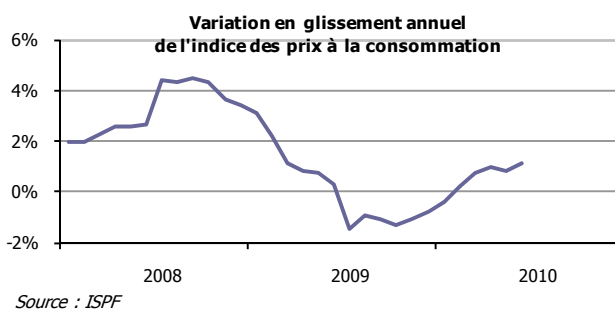
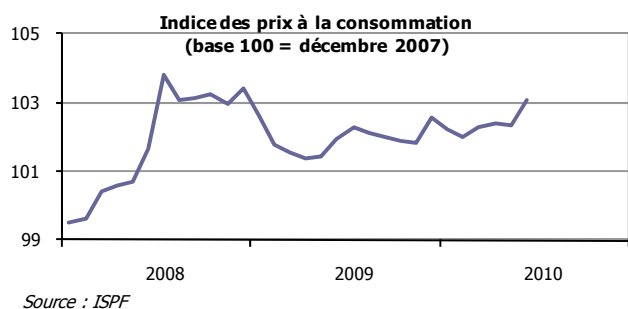
EMPLOI

(Source : CPS)

Nombre de salariés déclarés à la CPS (fin de trimestre)

	T4 08	T3 09	T4 09	▲ trim.	▲ en glisst annuel
	67 924	65 835	66 176	0,5%	-2,6%

1.3.2 Les prix



PRIX

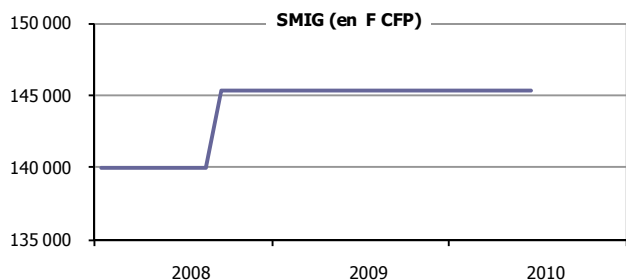
(Source : ISPF)

Indice des prix à la consommation (base 100 : décembre 2007)

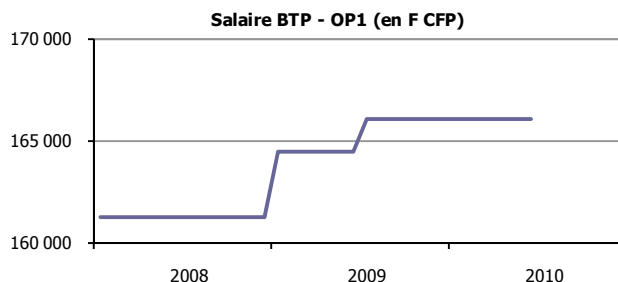
	juin-09	déc-09	mars-10	juin-10	▲ trim.	▲ en glisst annuel
	101,95	102,59	102,30	103,06	0,7%	1,1%

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.3 Les salaires



Source : Inspection du travail

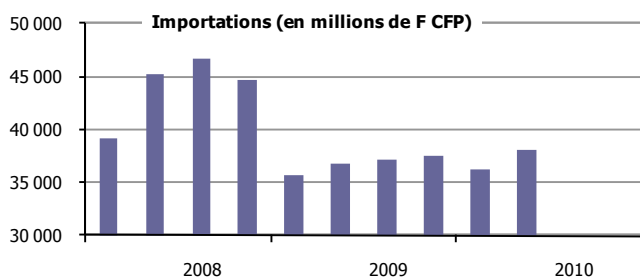


Source : Inspection du travail

SALAIRES MENSUELS BRUTS

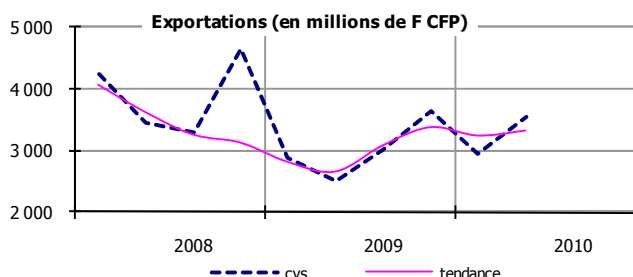
	juin-08	juin-09	juin-10	▲ en glisst annuel	
				2010/2009	2009/2008
Salaires minimum interprofessionnel garanti	140 000	145 306	145 306	0,0%	3,8%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	140 000	145 306	145 306	0,0%	3,8%
Salaires du BTP - OP 1	161 182	164 406	166 050	1,0%	2,0%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	140 000	145 306	145 306	0,0%	3,8%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	140 000	145 306	145 306	0,0%	3,8%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	140 000	145 306	145 306	0,0%	3,8%

1.3.4 Le commerce extérieur



Source : ISPF

■ série brute



Source : ISPF

--- cvs

— tendance

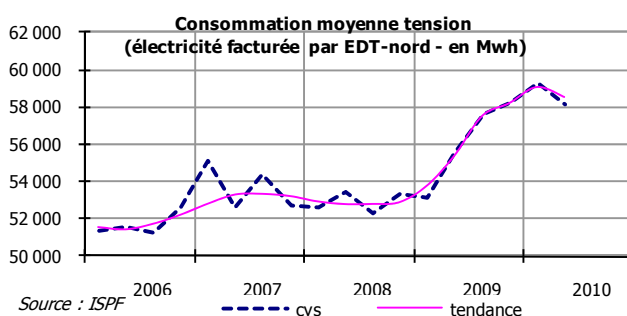
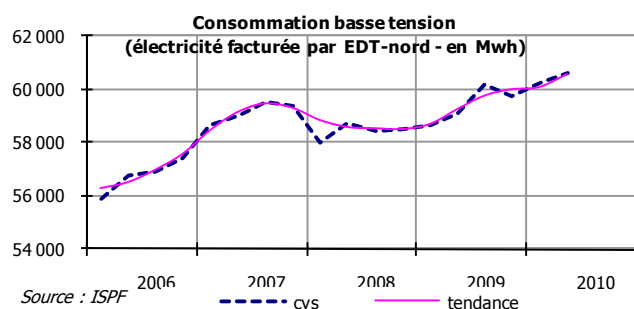
COMMERCE EXTERIEUR

(Source : ISPF)

	T2 09	T1 10	T2 10	Cumul 2010	▲ trim.	▲ en glisst annuel
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	36 819	36 326	38 114	74 440	4,9%	3,5%
Exportations						
En valeur (en millions de F CFP)	2 063	2 577	2 809	5 385	9,0%	36,1%
Taux de couverture	5,6%	7,1%	7,4%	7,2%	-	-

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.5 L'énergie



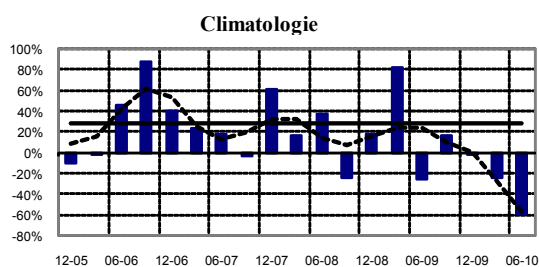
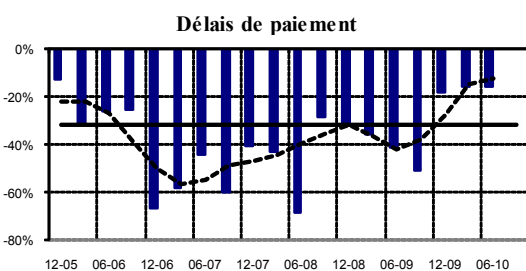
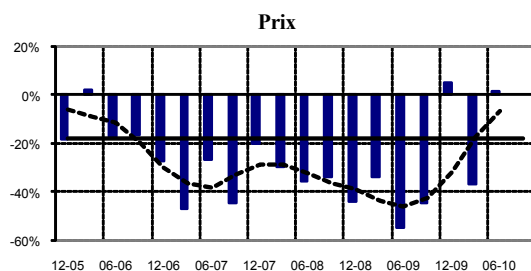
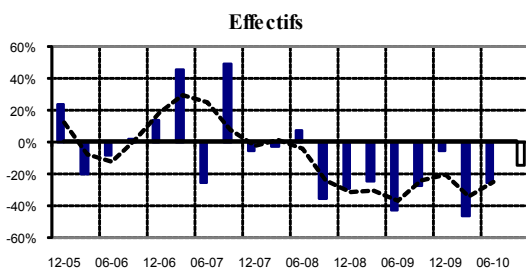
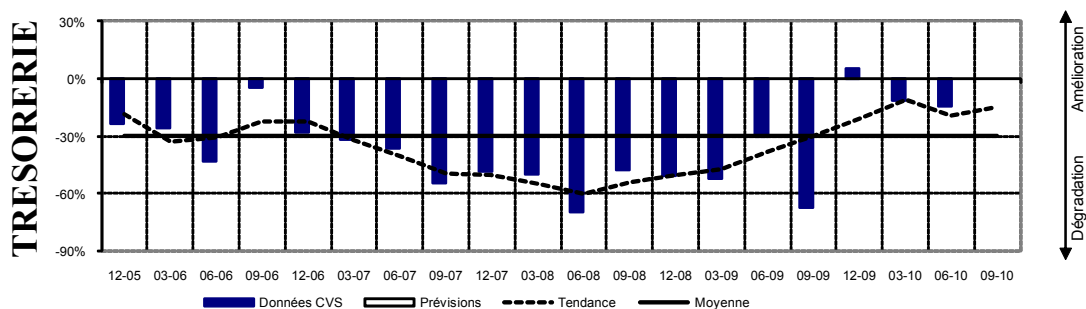
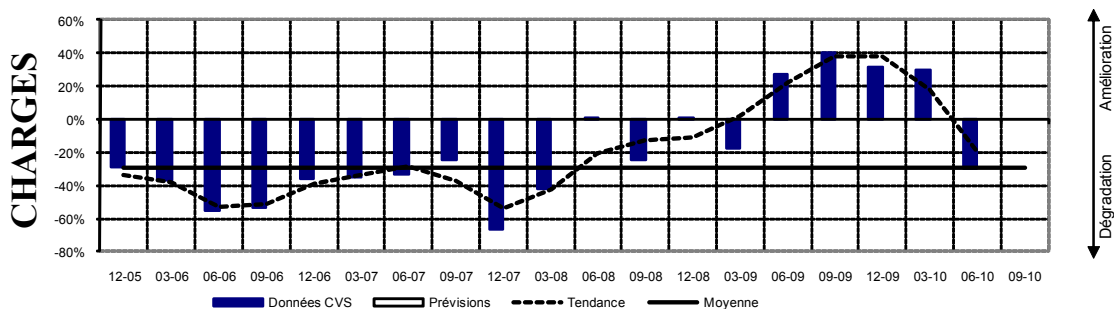
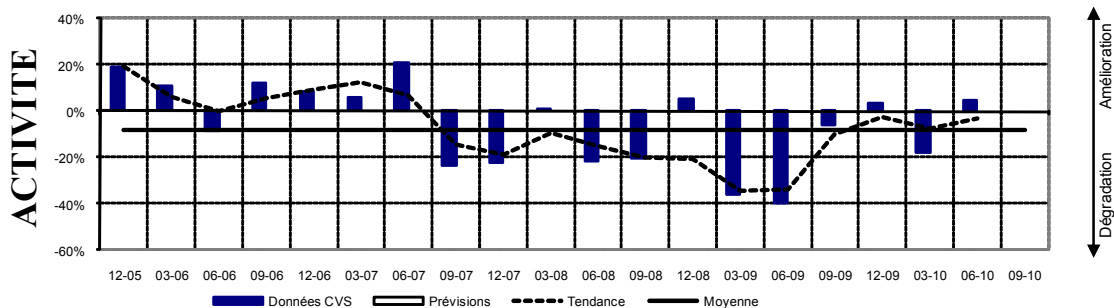
ENERGIE (Source : EDT-Nord)	T2 09	T1 10	T2 10	Cumul 2010	▲ trim.	▲ en glisst annuel
Electricité produite (en MWh)	138 750	147 185	140 800 ▲	287 985	-4,3%	1,5%
Electricité consommée (en MWh)	116 027	120 880	119 545	240 425	-1,1%	3,0%
Basse tension	60 425	61 717	62 071 ▲	123 788	0,6%	2,7%
Moyenne tension	55 602	59 163	57 474 ▲	116 637	-2,9%	3,4%

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

2.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « secteur primaire ¹ »

Soldes d'opinion au 30 juin 2010 – CVS²

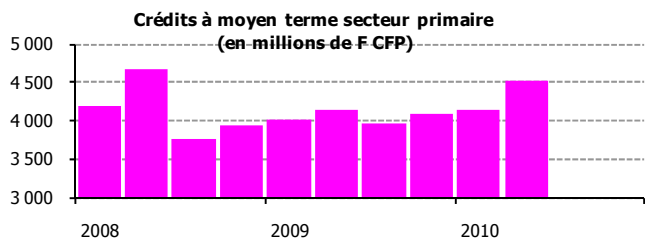
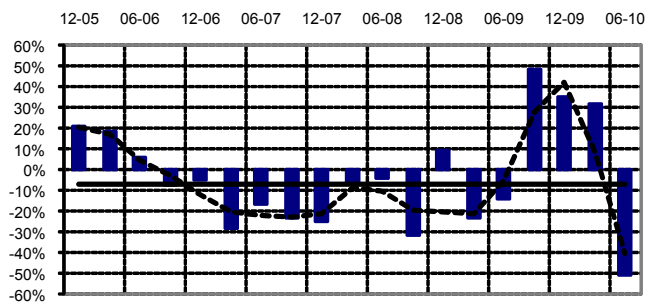


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 25 entreprises du secteur primaire dont 7 ayant répondu.

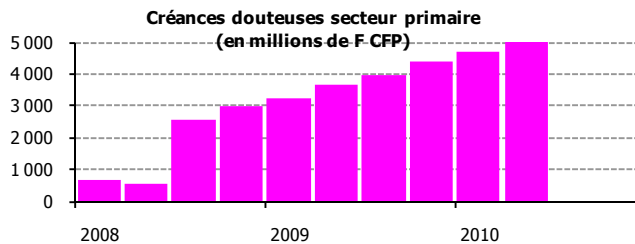
² Eu égard au faible taux de réponse dans ce secteur, les graphiques des soldes d'opinions ne sont présentés qu'à titre indicatif et ne sont pas commentés.

2.1 Secteur primaire

PREVISION D'INVESTISSEMENT



Source : IEOM-Service central des risques



Source : IEOM-Service central des risques

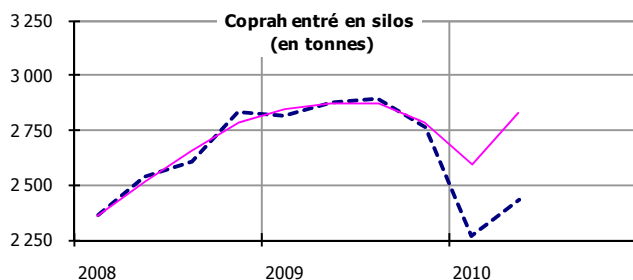
PRODUCTION en tonnes (Source : Caisse de soutien des prix)	T2 09	T1 10	T2 10	▲ trimestrielle	▲ en glisist annuel
---	-------	-------	-------	--------------------	------------------------

Coprah	2 636	1 896	2 265	19,4%	-14,1%
--------	-------	-------	-------	-------	--------

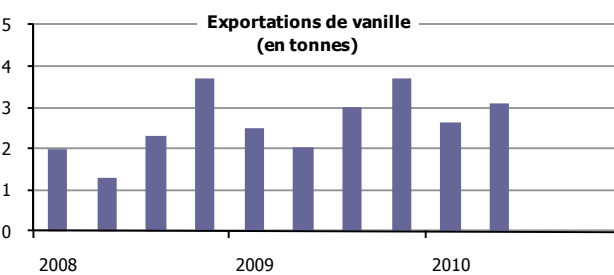
EXPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T2 09	T1 10	T2 10	▲ trimestrielle	▲ en glisist annuel
---	-------	-------	-------	--------------------	------------------------

Vanille	2	2,6	3,1	17,7%	55,0%
Perles	2,95	3,62	4,43	22,2%	49,9%
Poissons et crustacés	144	71	195	173,9%	35,4%

2.1.2 Agriculture

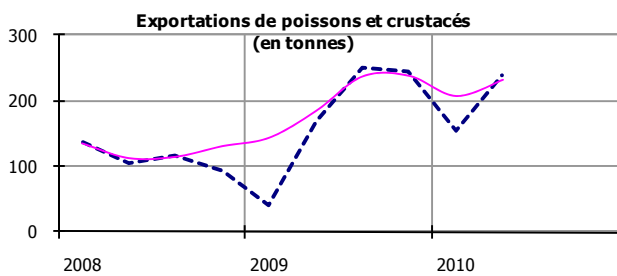


Source : ISPF

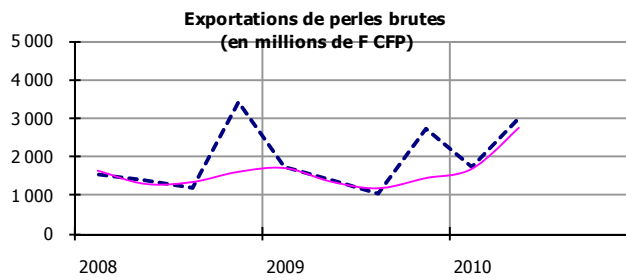


Source : ISPF

2.1.3 Pêche et perliculture



Source : ISPF

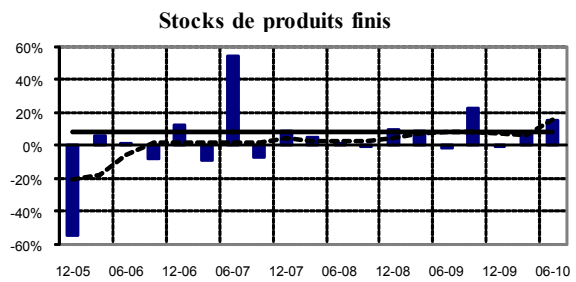
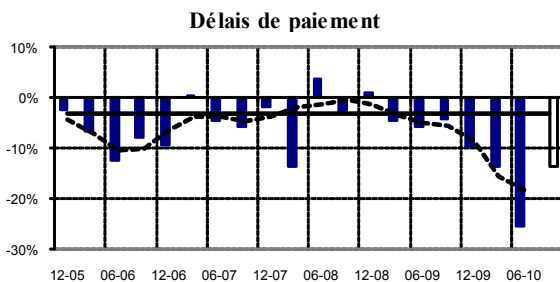
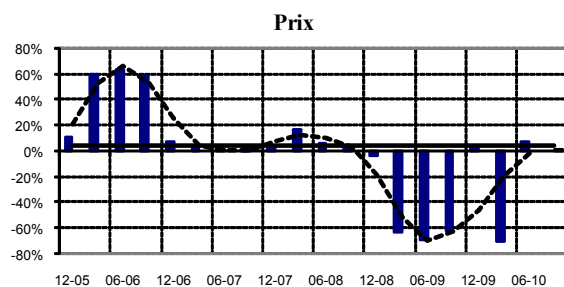
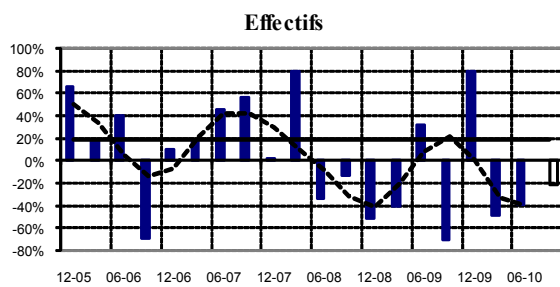
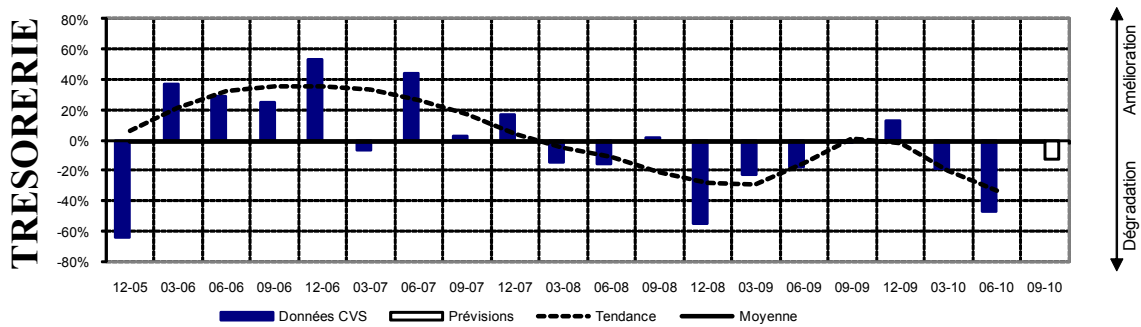
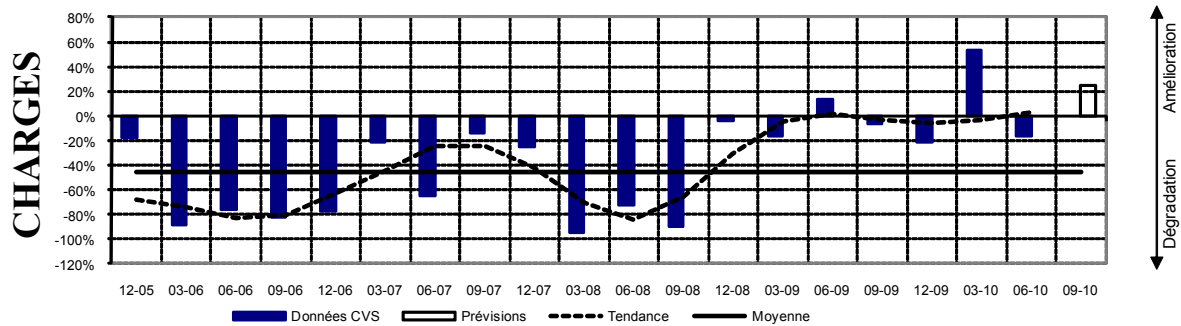
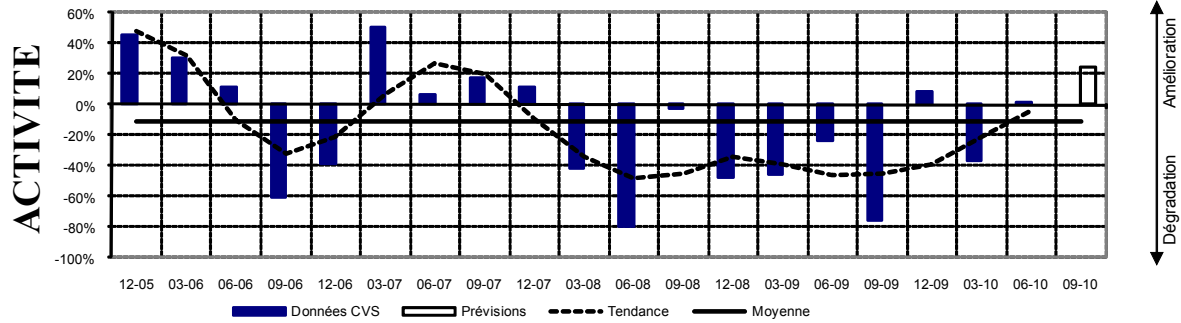


Source : ISPF

2.2 Industrie agroalimentaire

2.2.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises de l' « industrie agroalimentaire 1 »

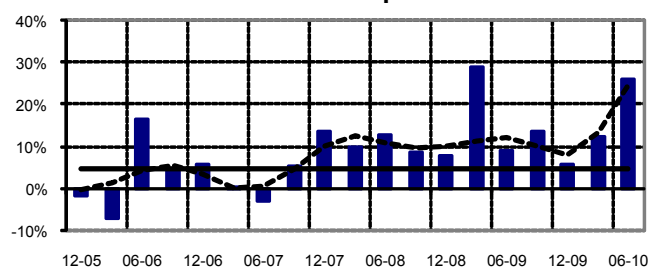
Soldes d'opinion au 30 juin 2010 – CVS



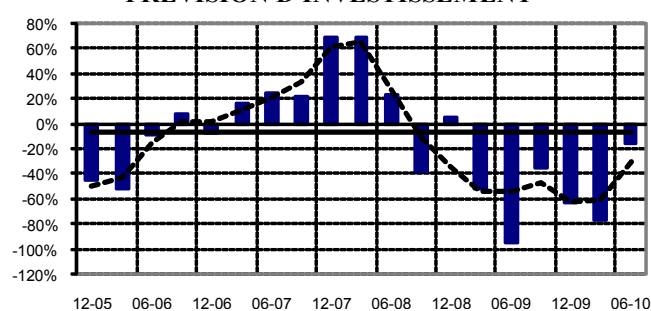
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire dont 10 ayant répondu.

2.2 Industrie agroalimentaire

Stocks de matières premières



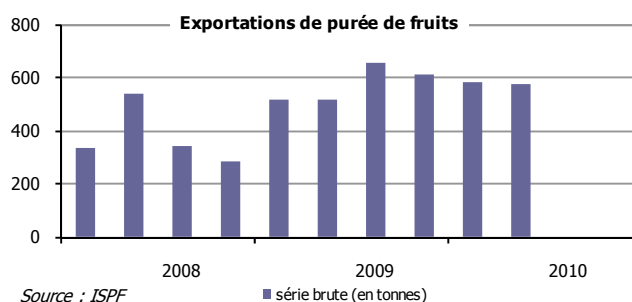
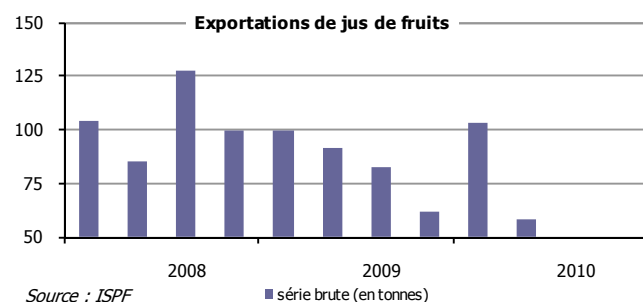
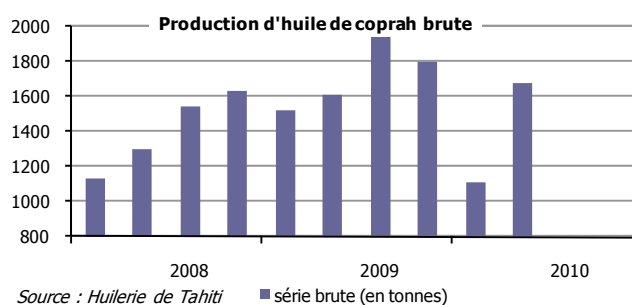
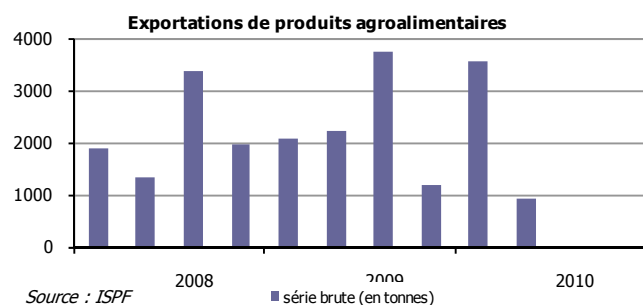
PREVISION D'INVESTISSEMENT



EXPORTATIONS en tonnes

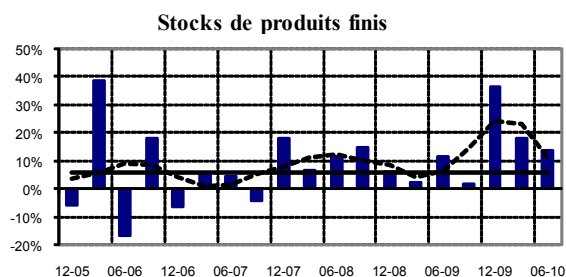
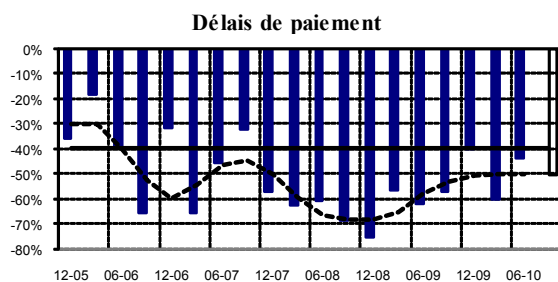
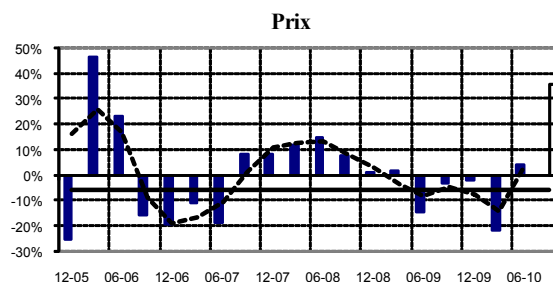
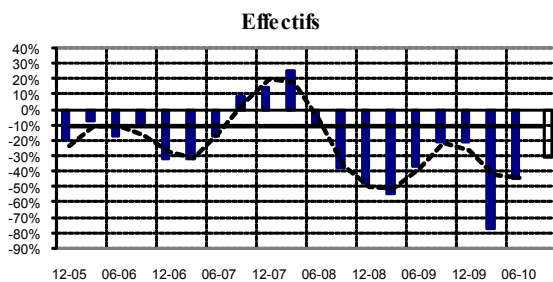
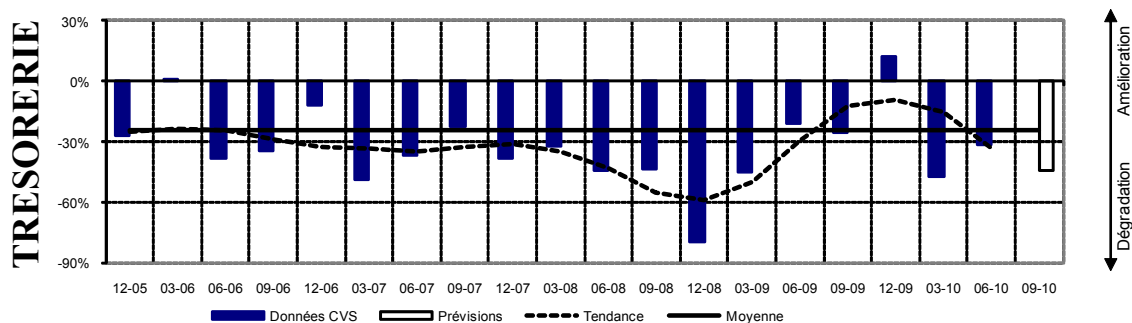
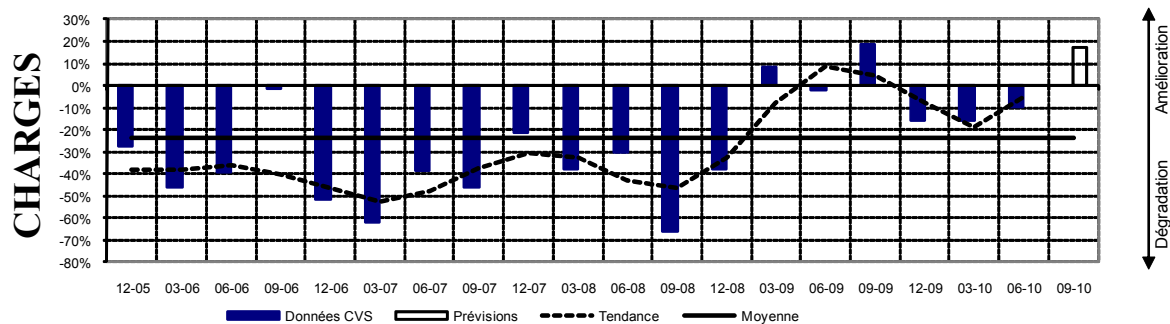
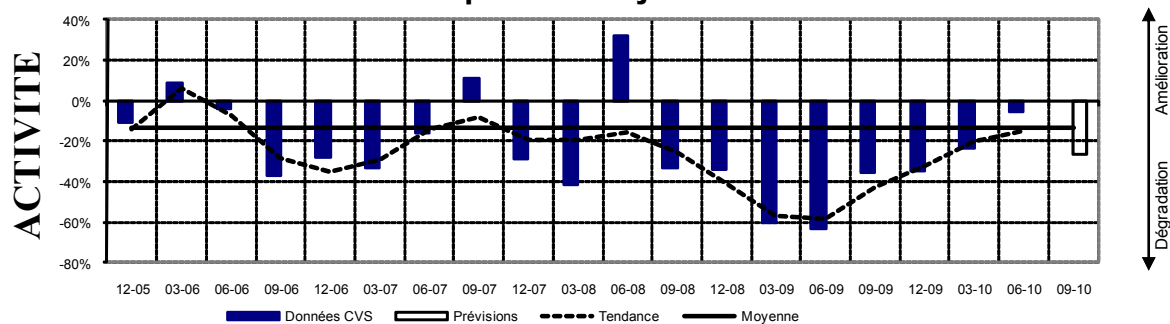
(Source : ISPF)

	T2 09	T1 10	T2 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
Produits alimentaires	2 238	3 571	943	-73,6%	-57,8%
Nono (purée et jus)	611	683	633	-7,3%	3,6%



2.3 Autres industries

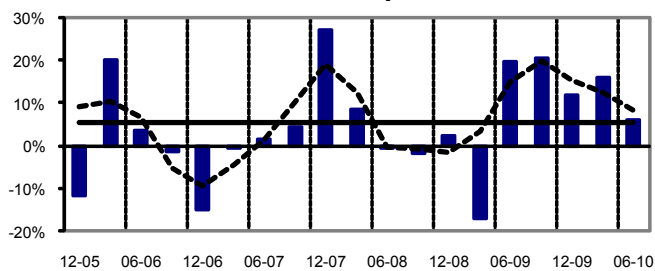
2.3.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises des « autres industries 1 » Soldes d'opinion au 30 juin 2010 – CVS



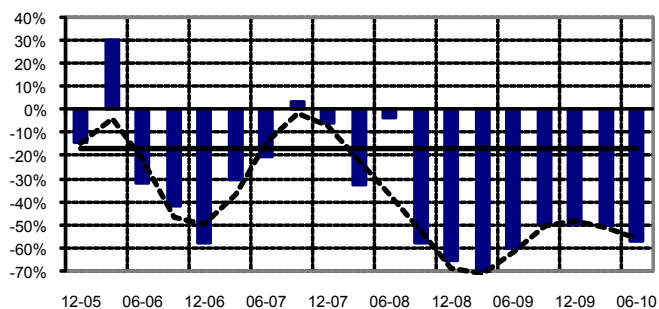
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises de l'industrie hors agroalimentaire dont 18 ayant répondu.

2.3 Autres industries

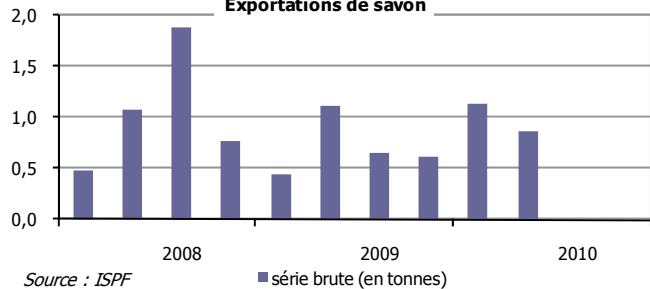
Stocks de matières premières



PREVISION D'INVESTISSEMENT



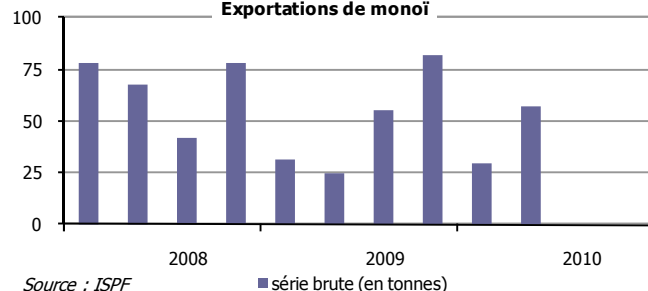
Exportations de savon



Source : ISPF

■ série brute (en tonnes)

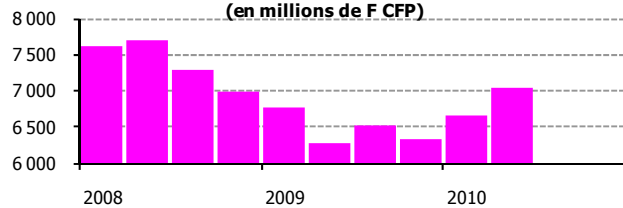
Exportations de monoï



Source : ISPF

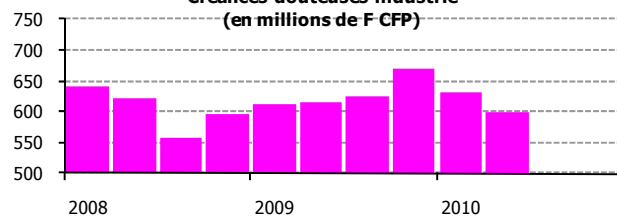
■ série brute (en tonnes)

Crédits à moyen terme industrie (en millions de F CFP)



Source : IEOM-Service central des risques

Créances douteuses industrie (en millions de F CFP)

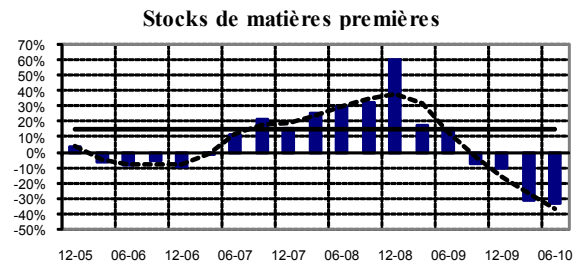
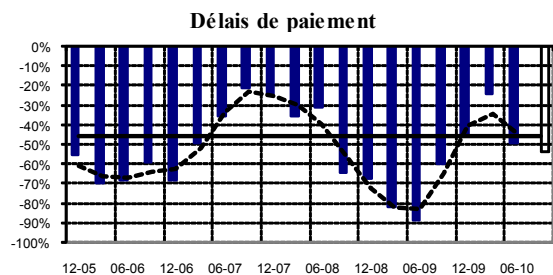
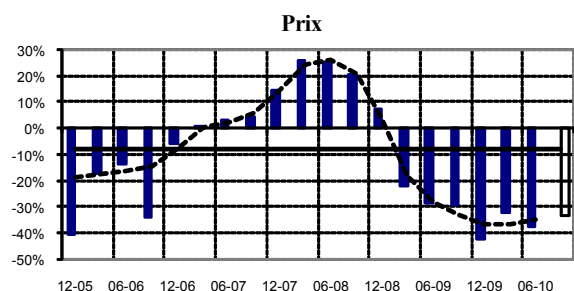
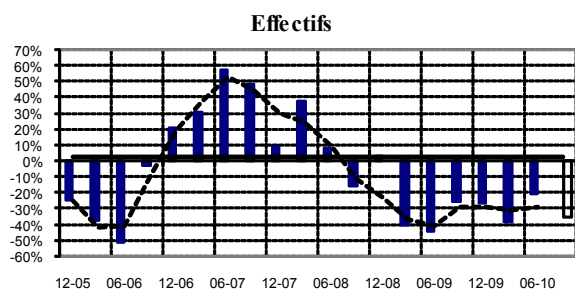
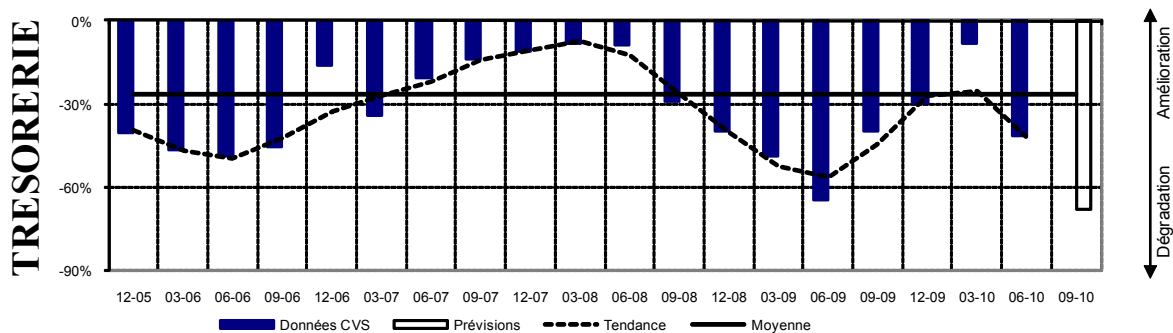
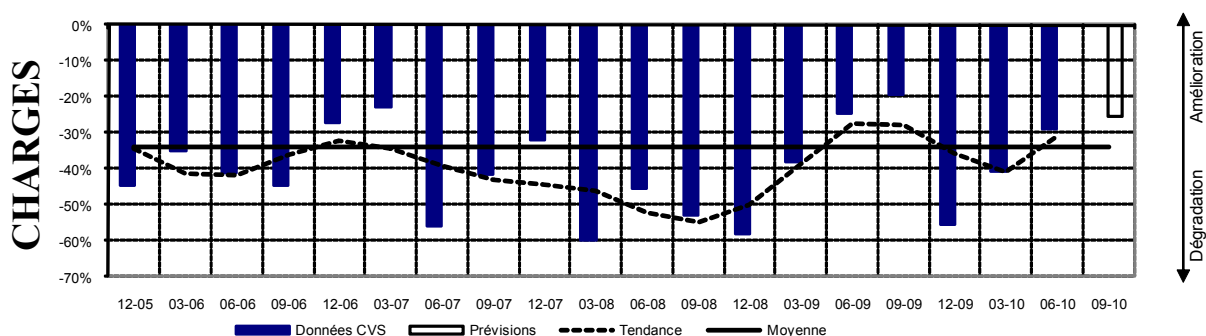
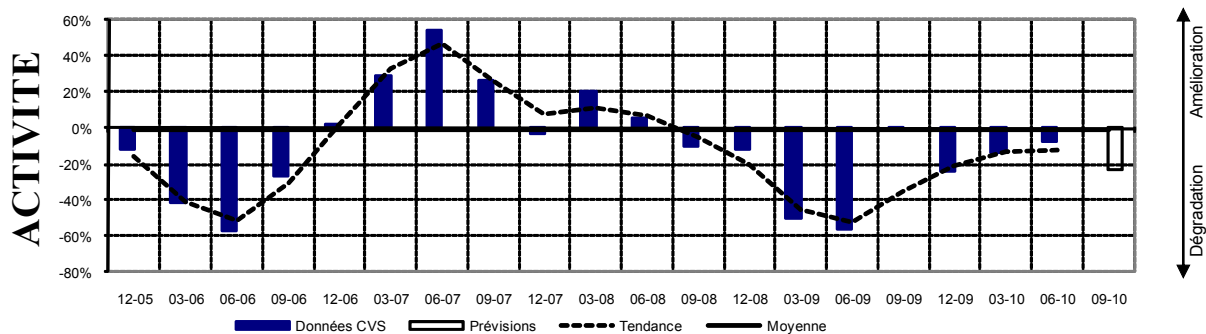


Source : IEOM-Service central des risques

2.4 Bâtiment et travaux publics

2.4.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « bâtiment et travaux publics 1 »

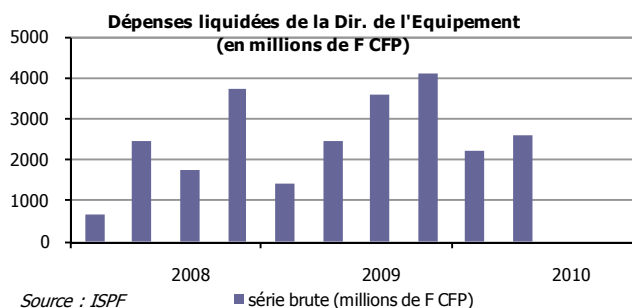
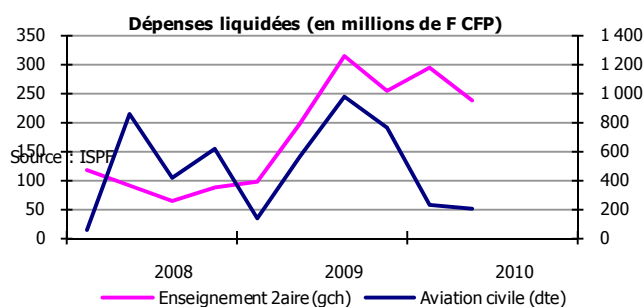
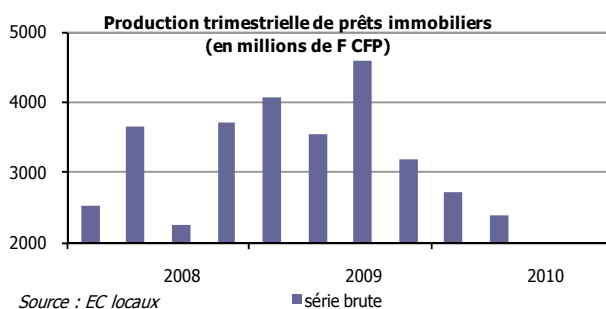
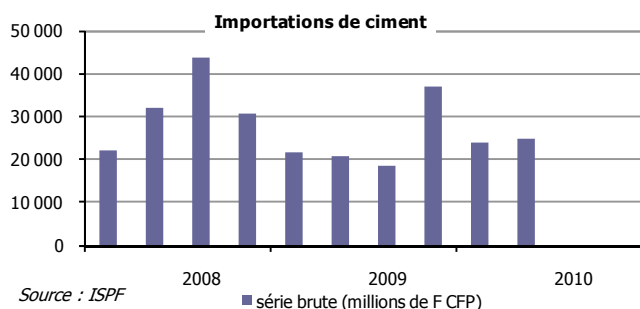
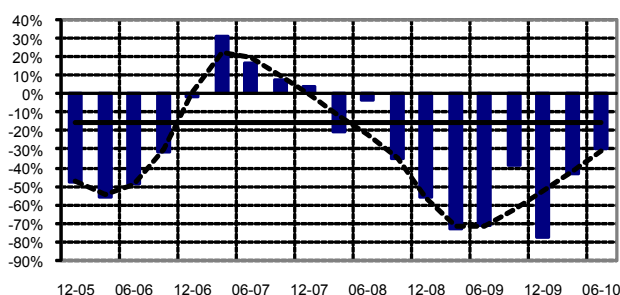
Soldes d'opinion au 30 juin 2010 – CVS



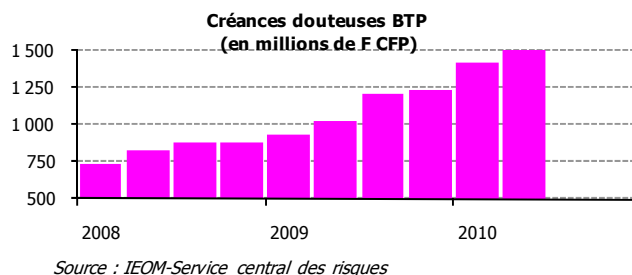
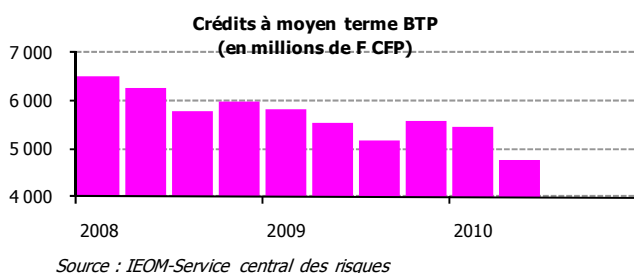
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 33 entreprises du secteur du BTP dont 18 ayant répondu.

2.4 Bâtiment et travaux publics

PREVISION D'INVESTISSEMENT



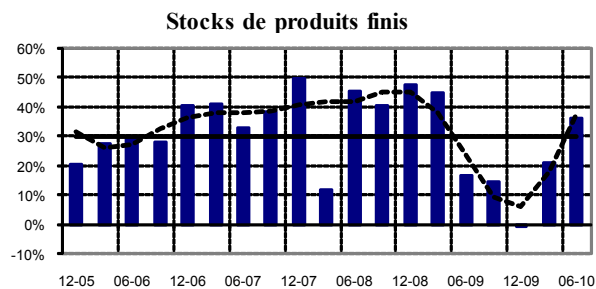
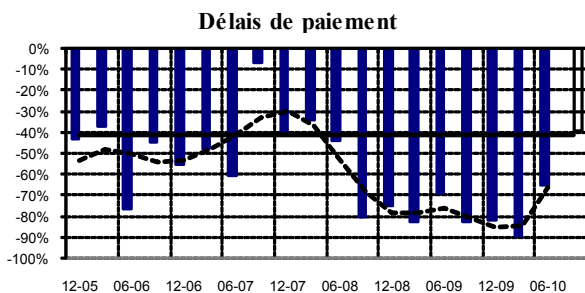
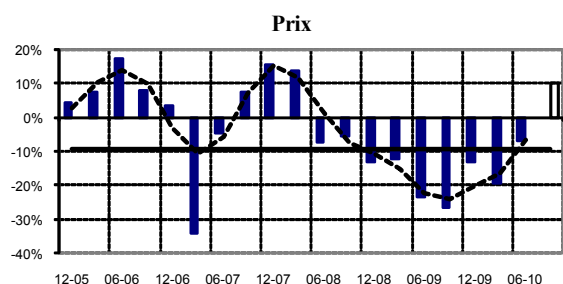
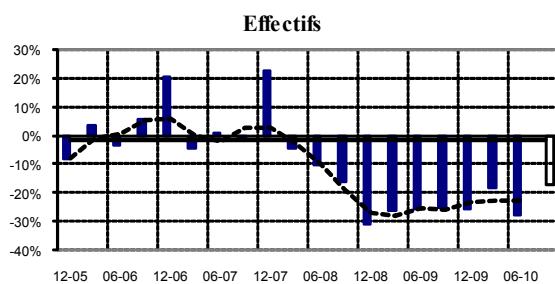
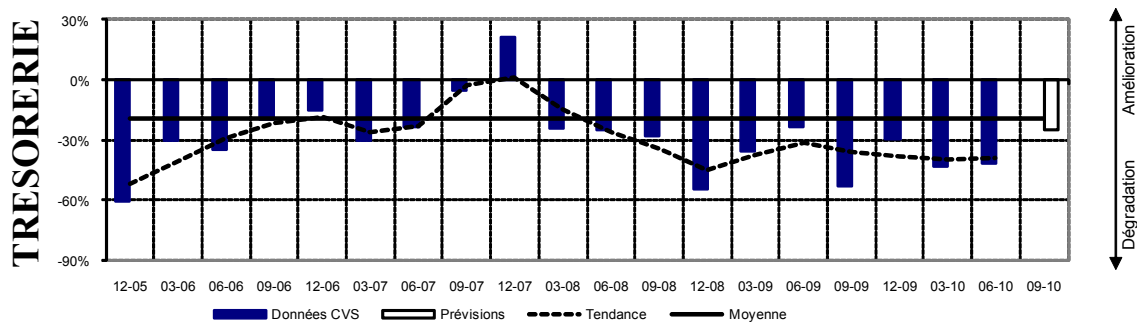
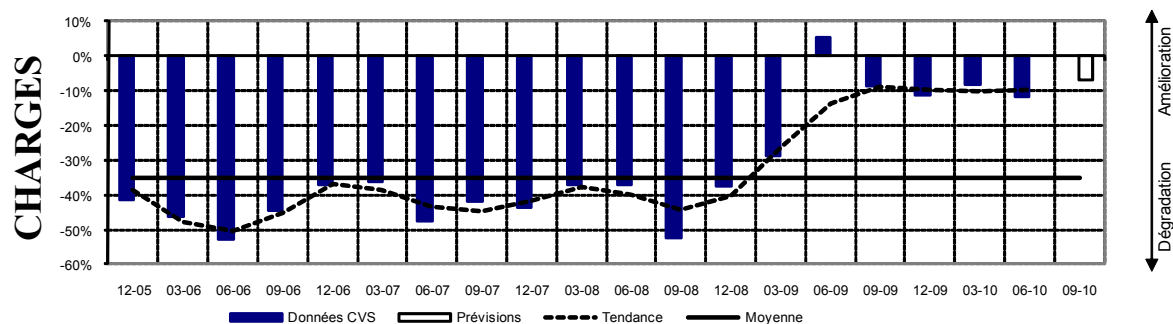
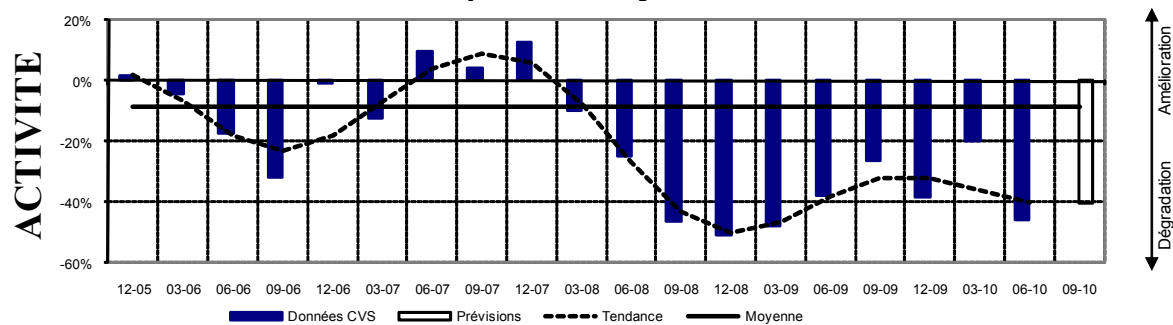
IMPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T2 09	T1 10	T2 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Ciment	20 918	23 750	24 582	3,5%	17,5%
DEPENSES PUBLIQUES en millions de F CFP	T2 09	T1 10	T2 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Dépenses de la Direction de l'équipement	2 444	2 207	2 606	18,1%	6,6%
Dépenses de l'enseignement	197	295	235	-20,2%	19,3%
Dépenses du Service de l'aviation civile	558	228	202	-11,2%	-63,8%



2.5 Commerce

2.5.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du commerce 1»

Soldes d'opinion au 30 juin 2010- CVS

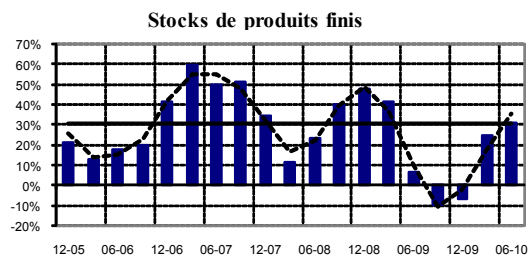
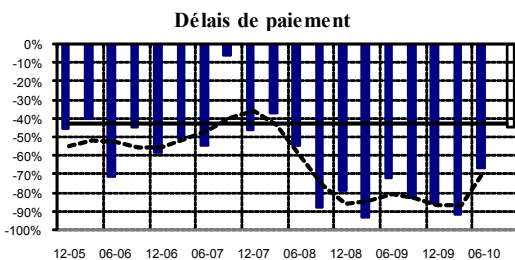
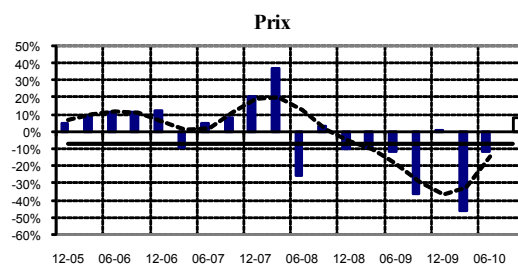
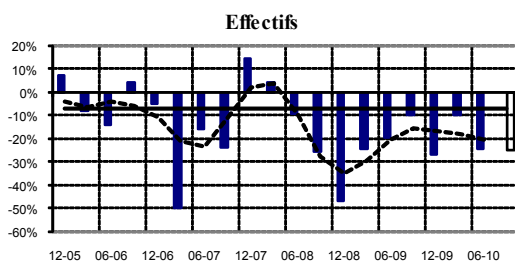
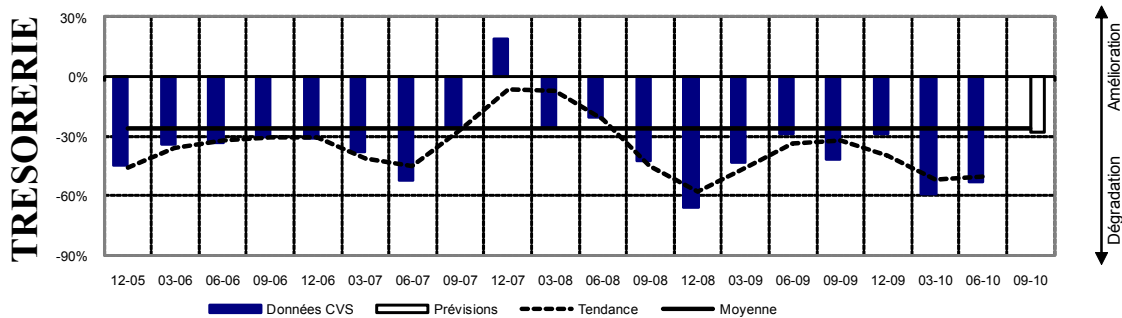
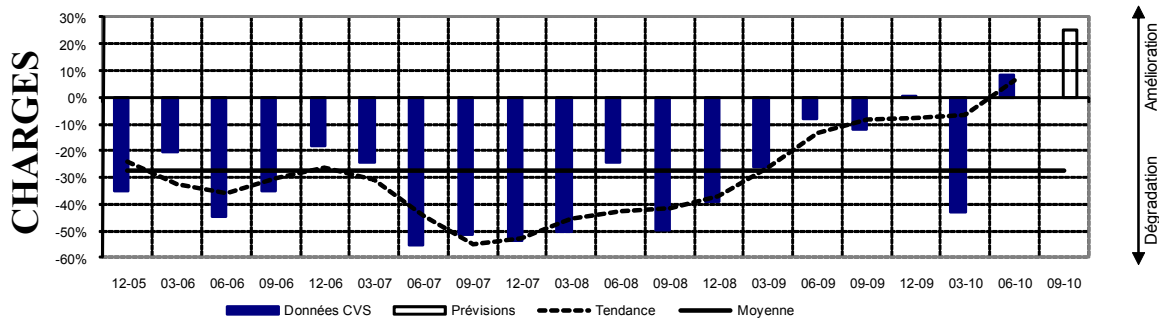
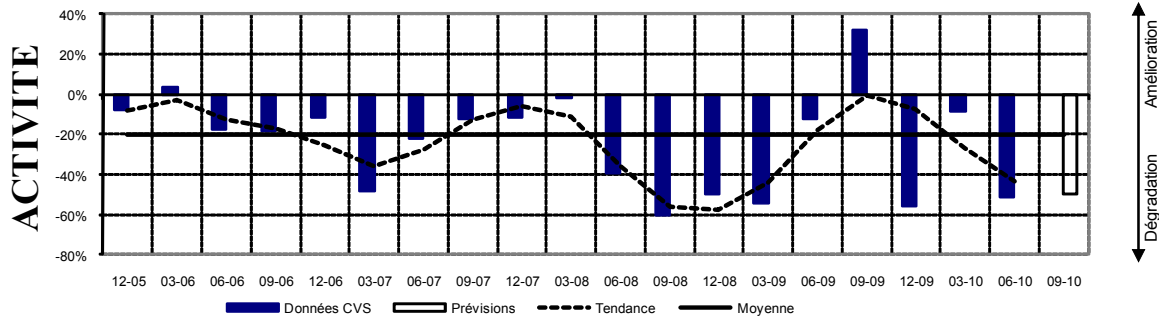


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 56 entreprises du secteur du commerce dont 39 ayant répondu.

2.5 Commerce

2.5.2 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de gros 1 »

Soldes d'opinion au 30 juin 2010 – CVS

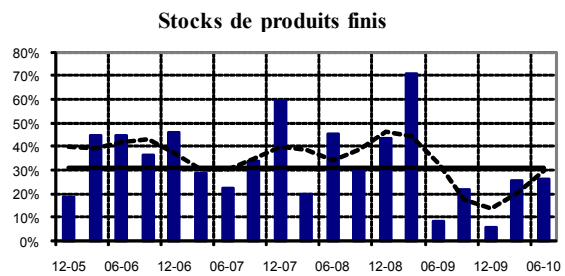
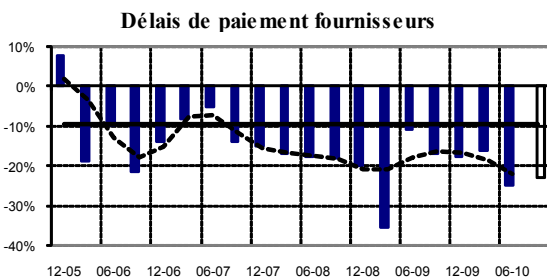
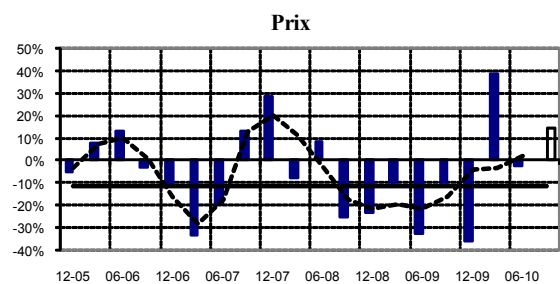
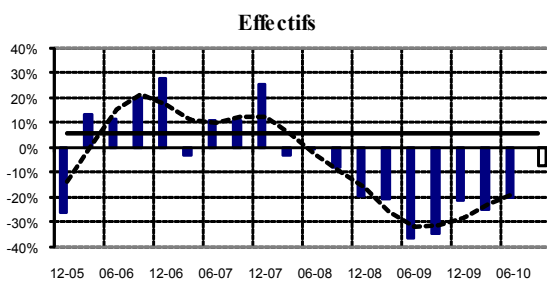
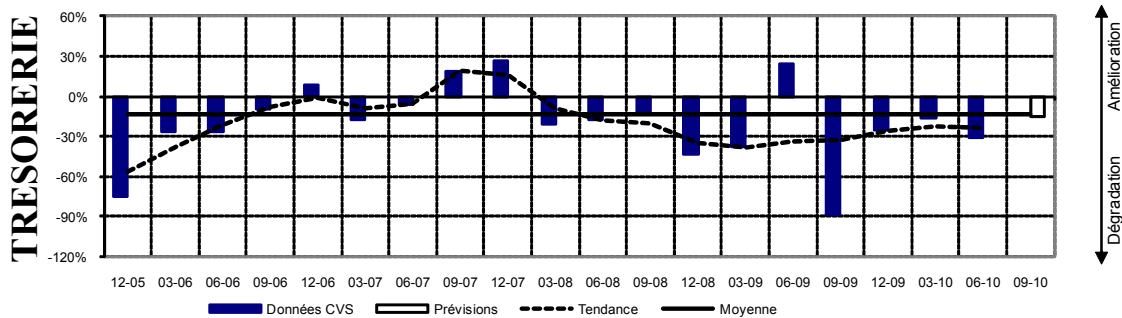
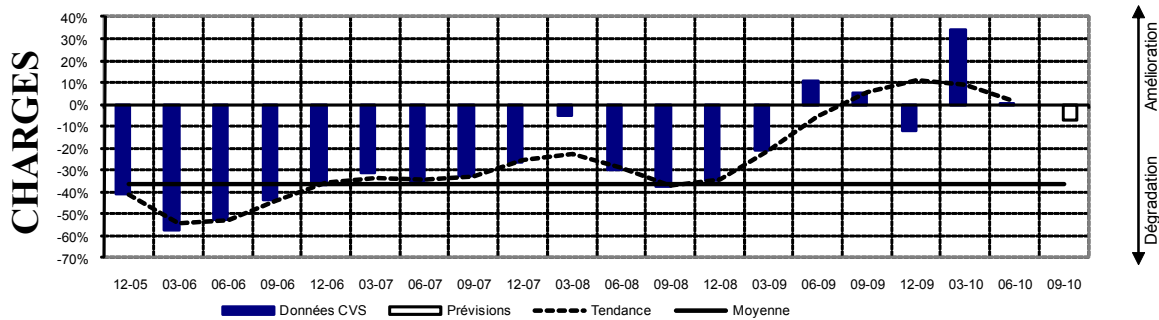
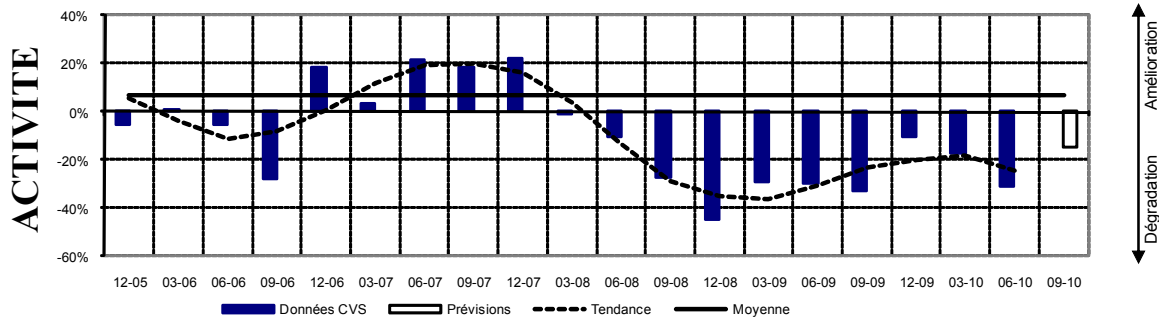


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises du secteur du commerce de gros dont 12 ayant répondu.

2.5 Commerce

2.5.3 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de détail 1 »

Soldes d'opinion au 30 juin 2010 – CVS

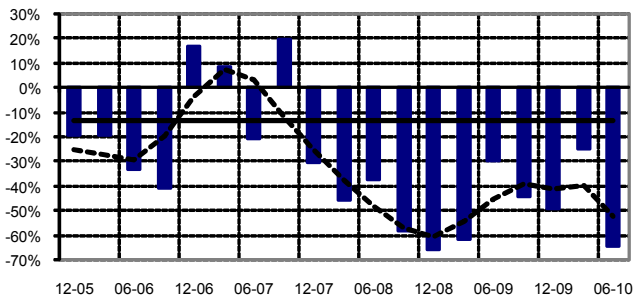


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 35 entreprises du commerce de détail dont 27 ayant répondu.

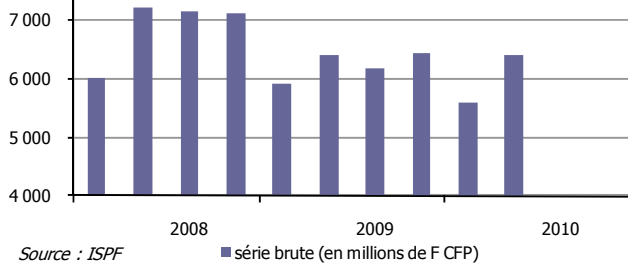
2.5 Commerce

Commerce de gros

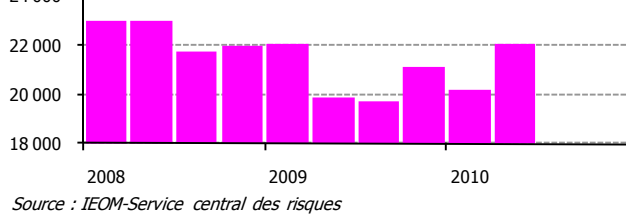
PREVISION D'INVESTISSEMENT



Importations de biens de consommation

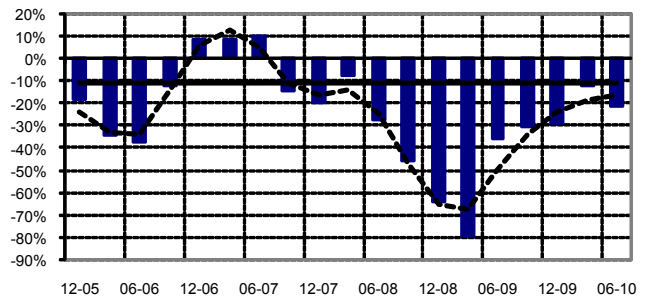


Crédits à moyen terme commerce (en millions de F CFP)

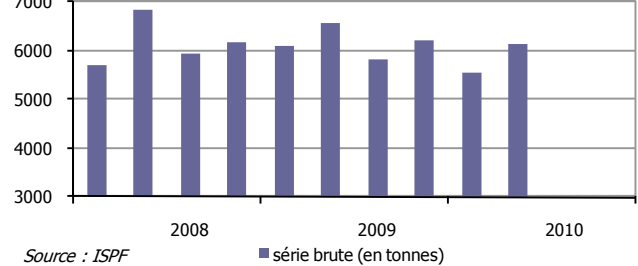


Commerce de détail

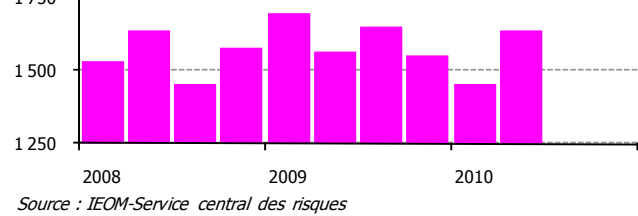
PREVISION D'INVESTISSEMENT



Importations de viande



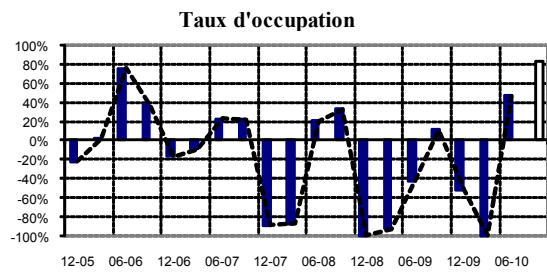
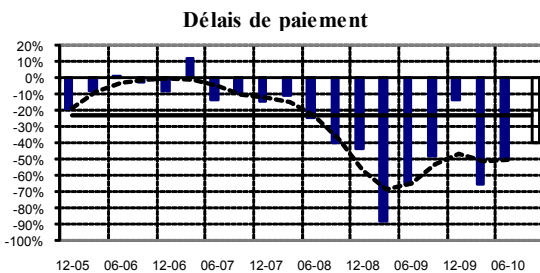
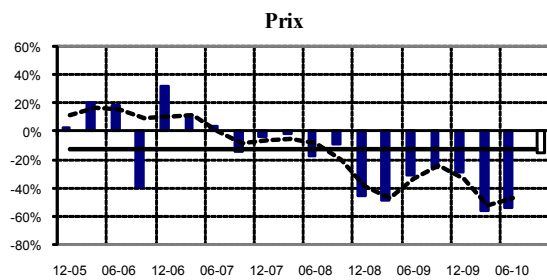
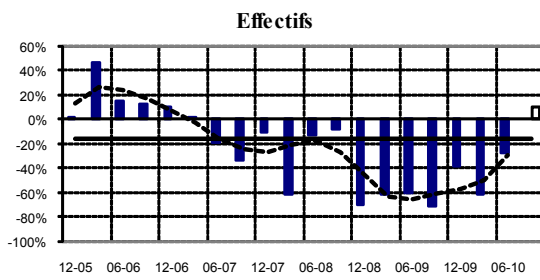
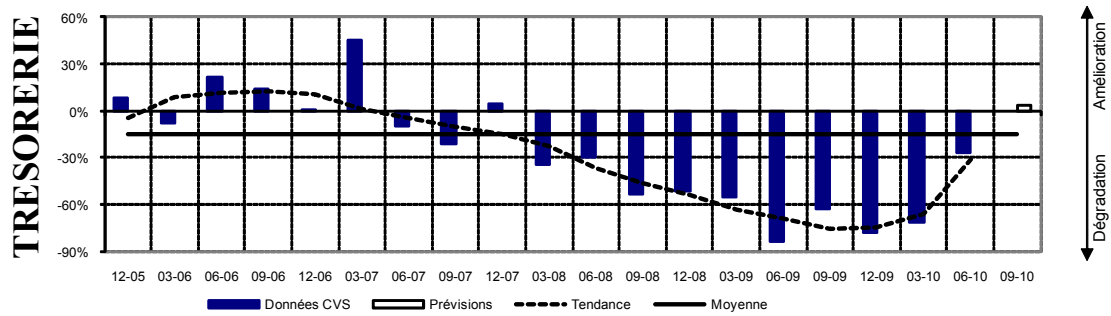
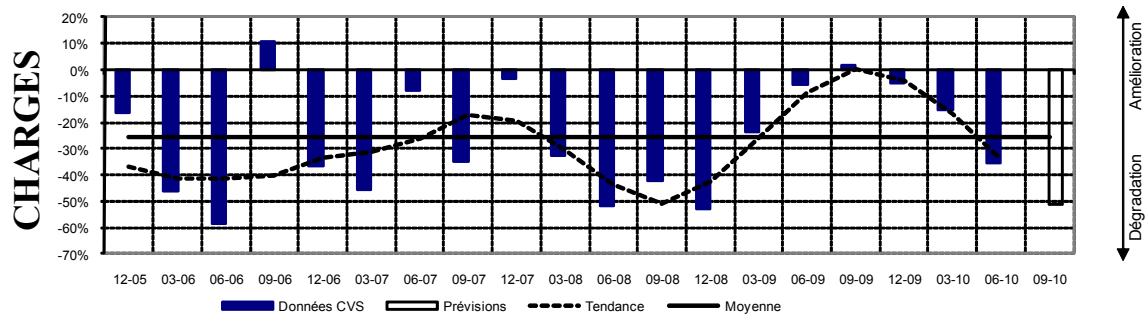
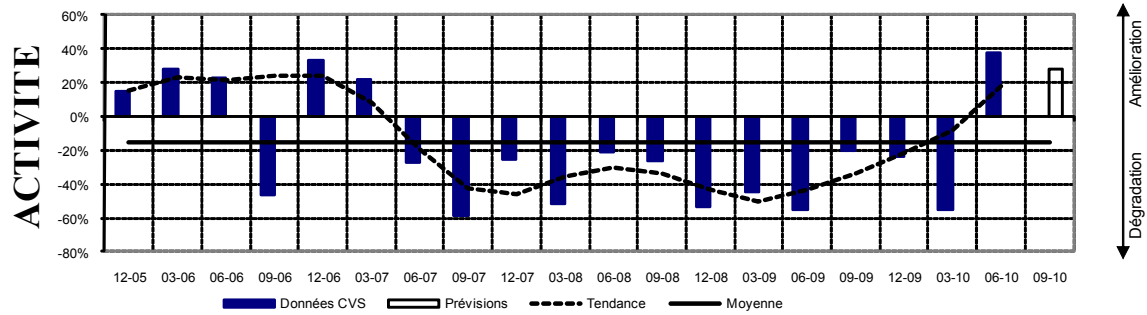
Créances douteuses commerce (en millions de F CFP)



2.6 Hôtellerie - tourisme

2.6.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « hôtellerie et tourisme 1 »

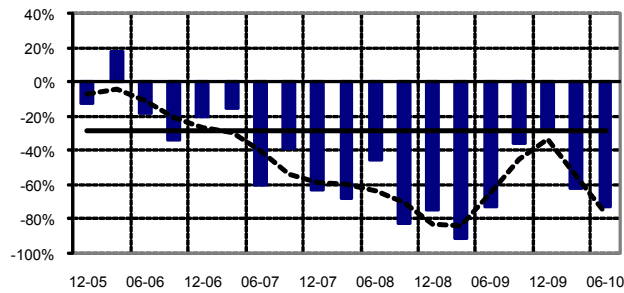
Soldes d'opinion au 30 juin 2010 – CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du tourisme dont 9 ayant répondu.

2.6 Hôtellerie - tourisme

PREVISION D'INVESTISSEMENT



TRAFFIC A L'AEROPORT DE TAHITI

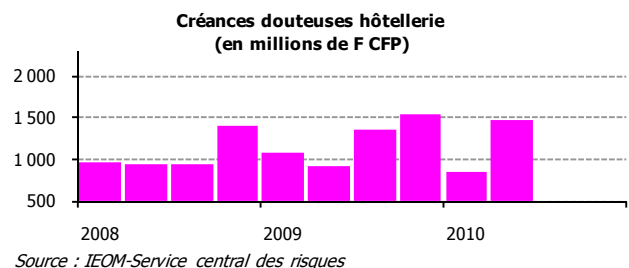
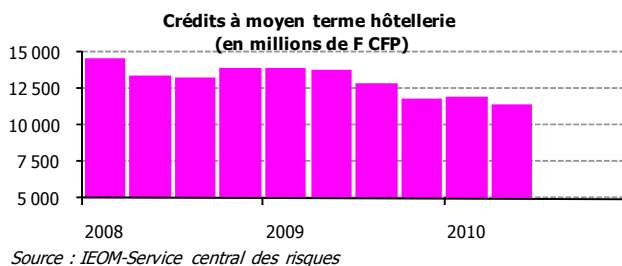
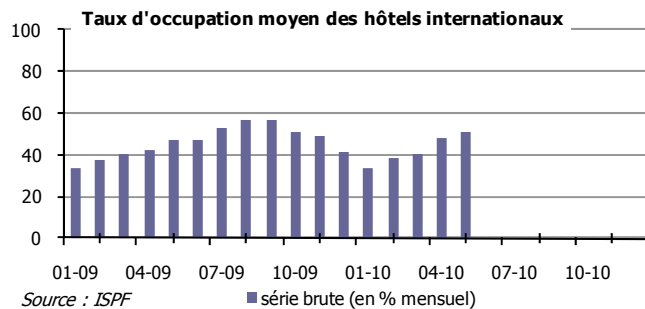
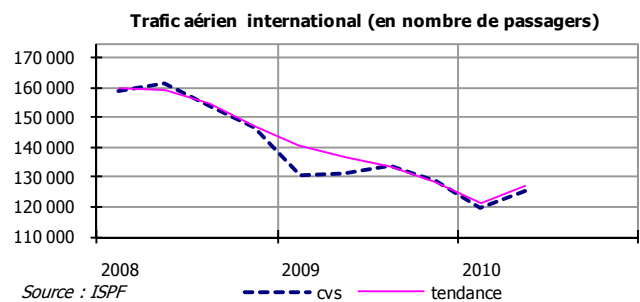
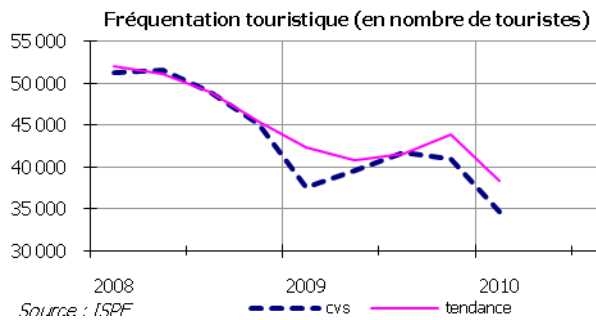
(Source : SEAC)

	T2 09	T1 10	T2 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Nombre de passagers	124 128	105 798	118 046	11,6%	-4,9%

FREQUENTATION TOURISTIQUE

(Source : ISPF)

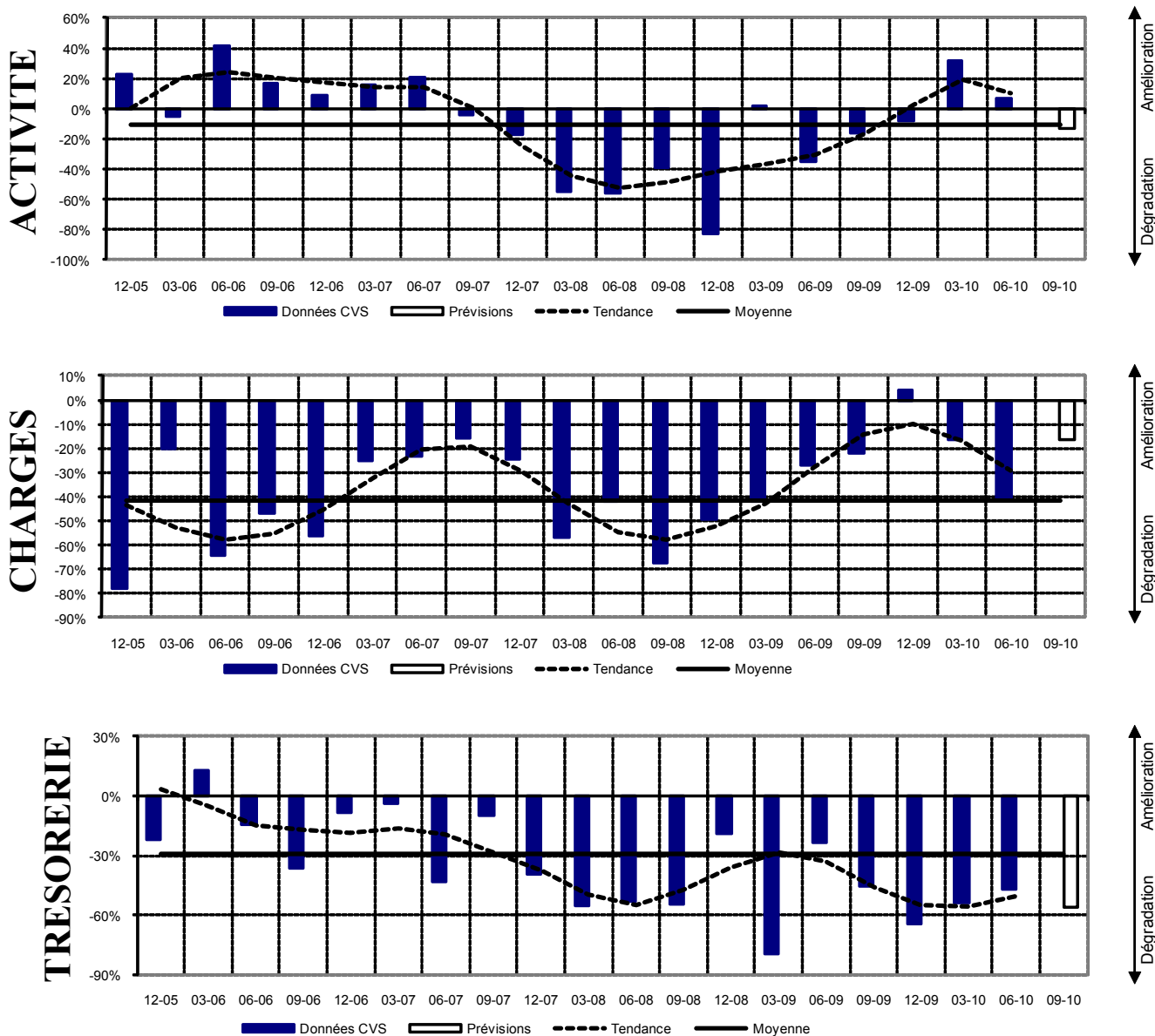
	T2 09	T1 10	T2 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Nombre de touristes	38 290	29 286	nd	-	-



2.7 Services marchands

2.7.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « services marchands 1 »

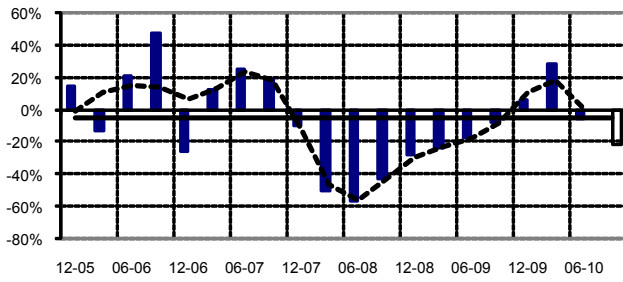
Soldes d'opinion au 30 juin 2010 – CVS



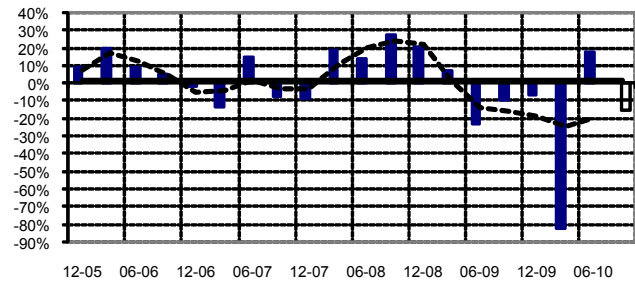
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 47 entreprises du secteur « services marchands » dont 27 ayant répondu.

2.7 Services marchands

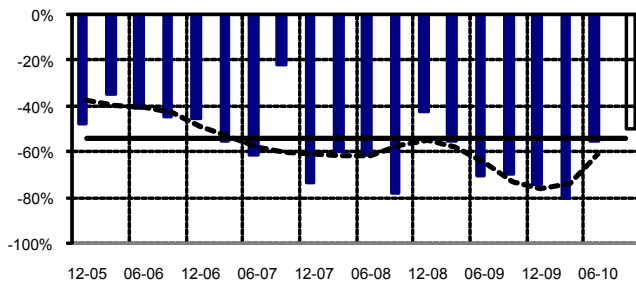
Effectifs



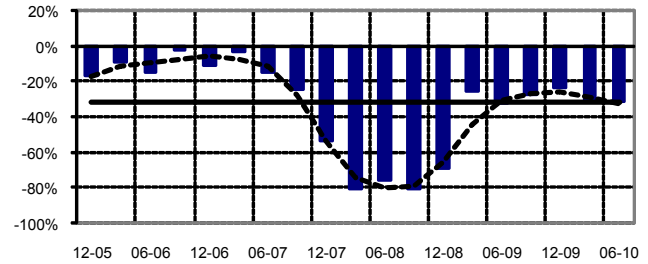
Prix



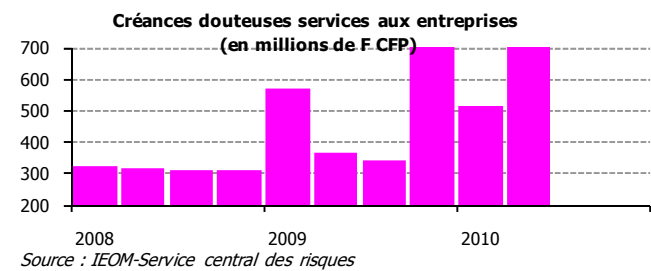
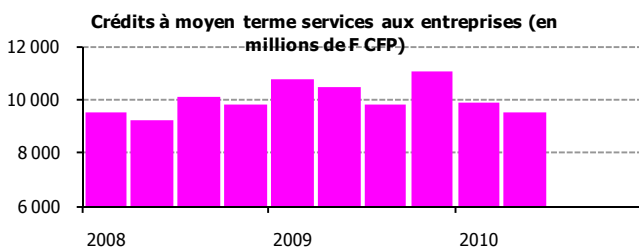
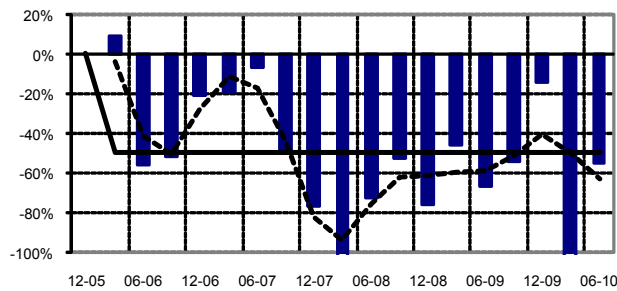
Délais de paiement



Carnet de commande



PREVISION D'INVESTISSEMENT



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française

21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE

Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503

Directeur de la publication : Yves BARROUX

Responsable de la rédaction : Max REMBLIN

Editeur : IEOM - Etablissement public

Achevé d'imprimer le 16 septembre 2010

Dépôt légal : 16 septembre 2010 - N° ISSN 0296-3108

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03